CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la condition féminine

FEWO • NUMÉRO 111 • 1re SESSION • 42e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 26 septembre 2018

Présidente

Mme Karen Vecchio

Comité permanent de la condition féminine

Le mercredi 26 septembre 2018

● (1530)

[*Traduction*]

La présidente (Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC)): Bonjour à tous et bienvenue à la 111e séance du Comité permanent de la condition féminine.

Pour commencer, il y a eu quelques changements dans la composition du Comité pendant l'été. Je souhaite la bienvenue à nos trois nouveaux membres. Merci beaucoup à Sonia Sidhu et à Bob Bratina, ainsi qu'à l'honorable Kellie Leitch.

Aujourd'hui, nous accueillons également Sheri Benson au sein du Comité, ainsi que Bryan May et Ruby Sahota.

Nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique. Je suis heureuse d'accueillir, à titre personnel, William McBeath. Nous recevons également Brenda O'Neill, professeure agrégée du Département de sciences politiques de l'Université de Calgary.

William, nous allons commencer par vous. Vous avez sept minutes.

M. William McBeath (à titre personnel): Merci, madame la présidente, et bonjour aux membres du Comité.

J'aimerais remercier le Comité de me donner l'occasion d'être ici aujourd'hui et de parler des obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique.

Je m'appelle William McBeath et j'ai eu le privilège de travailler pour un certain nombre de femmes politiques remarquables pendant ma carrière, y compris l'honorable Diane Finley, députée de Haldimand—Norfolk et ancienne ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, l'ancienne députée de Calgary-Centre, Joan Crockatt, et l'ancienne chef de l'opposition officielle de l'Alberta et chef du Parti Wildrose, Danielle Smith.

J'aimerais d'abord souligner que mes commentaires découlent, bien sûr, d'observations indirectes. J'ai peut-être eu l'occasion de travailler pour et avec de nombreuses candidates et élues, mais je ne peux pas donner un point de vue personnel, étant donné que je ne suis pas une femme. C'est pourquoi j'ai décidé de concentrer mes observations d'aujourd'hui sur un sujet pour lequel j'ai acquis beaucoup d'expérience, et des améliorations doivent être apportées si nous voulons élire plus de candidates à tous les paliers de gouvernement, c'est-à-dire le processus de recrutement des candidats et de mise en candidature.

Aux niveaux provincial et fédéral, j'ai supervisé le processus de recrutement et de mise en candidature de centaines de personnes. Au cours des élections fédérales de 2006 et de 2008, j'ai participé directement au processus de recrutement et d'investiture des candidats conservateurs fédéraux en Alberta et dans les trois territoires du Nord, et j'ai aussi supervisé le recrutement et l'investiture des candidats en prévision des élections provinciales de 2012 et de 2015 pour le Parti Wildrose de l'Alberta.

À chacune de ces occasions, l'un de nos objectifs était d'identifier, de recruter et de mettre en nomination des candidates exceptionnelles, talentueuses et expérimentées, qui pourraient occuper des postes de niveau élevé dans les gouvernements futurs. Je suis désolé de dire que, dans chacun de ces cas, je crois, nous n'avons pas atteint cet objectif, malgré la mise en nomination et l'élection de femmes incroyables à une charge publique.

Je crois que, pour atteindre l'objectif de mettre en nomination et d'élire des femmes plus compétentes, nous devons inverser la tendance récente aux niveaux provincial et fédéral, à savoir la réduction ou l'élimination pure et simple de la participation de tiers à l'investiture des partis politiques.

Comme nous le savons, la politique d'aujourd'hui est synonyme de concurrence féroce, et les partis politiques mènent des campagnes agressives et ciblées pour gagner des sièges. Le fait que la politique soit axée sur le travail d'équipe signifie que les efforts multipartites, comme ceux d'À voix égales, une organisation exceptionnelle au sein de laquelle j'ai fait du bénévolat, n'auront jamais la même incidence ou efficacité que les groupes qui sont alignés sur un seul parti ou un seul segment de l'échiquier politique.

Le travail qui consiste à remporter une mise en candidature se divise en quatre volets, soit le recrutement, la formation, la collecte de fonds et le réseautage. Il s'agit d'identifier un candidat, et, à l'occasion, de le persuader de se présenter; de l'encadrer lorsqu'il se heurte à des difficultés; de constituer une équipe de bénévoles et de professionnels pour appuyer la campagne d'investiture et de recueillir des fonds pour financer les activités de cette campagne; et d'établir des liens entre la candidate et son équipe et les principaux intervenants, les influenceurs et les électeurs de la circonscription, afin de bâtir une coalition gagnante de membres ou de partisans.

Pour que ces groupes puissent être créés, il faudrait modifier les lois électorales, qui limitent ou empêchent la participation de tiers à des courses à l'investiture de partis enregistrés. Je pense que les partis politiques doivent également revoir leurs processus de mise en candidature actuels pour permettre la participation de groupes de tiers ayant pour mandat de les aider à nommer des candidats qui reflètent pleinement la diversité du Canada.

Cela m'amène à l'autre solution qui a généralement été proposée pour remédier au manque d'égalité en ce qui a trait à la nomination et à l'élection de candidates, c'est-à-dire les quotas.

À mon avis, l'approche axée sur les quotas représente une mauvaise façon de régler le problème du recrutement d'un plus grand nombre de candidates, et ce, pour plusieurs raisons. La plus importante, à mon avis, c'est que cela cause plus de tort que de bien à l'objectif d'élire des femmes à une charge publique à long terme.

Premièrement, les quotas sont arbitraires. Il s'agit d'un chiffre établi, et une fois que le quota fixé a été atteint, cela envoie le message qu'il n'y a plus de travail à faire — nous avons notre liste de quotas, et le problème est réglé. Souvent, pour atteindre les quotas, les partis politiques nomment des candidats dans des circonscriptions où il est peu probable — ou même très improbable — qu'ils réussissent. S'ils ne remportent pas une élection générale, cela ne fait rien pour faire progresser la cause de l'élection d'un plus grand nombre de candidates à une charge publique.

● (1535)

Deuxièmement, les candidats élus en vertu d'un système de quotas font fréquemment face à la perception souvent injuste que leur capacité à remplir le rôle d'élu est attribuable à leur sexe. Cela en amène certains à remettre en question le mérite de leur candidature et leur capacité de faire le travail.

Troisièmement, cela crée un conflit entre les groupes visés par des quotas et ceux qui ne le sont pas. La notion de diversité au Canada englobe le sexe, l'âge, l'ethnicité, la religion, la sexualité, la profession, l'éducation et une foule d'autres choses. Le fait d'établir une distinction par un quota consiste à donner la préséance à une personne par rapport aux autres et, ce faisant, à susciter le ressentiment et la discorde, alors que l'objectif devrait être de promouvoir la pleine diversité, l'égalité et la participation de tous les groupes.

En fin de compte, je crois que le fait d'avoir des tiers alignés sur des partis politiques ou sur un segment de l'échiquier politique, qui sont déterminés à promouvoir la nomination et l'élection d'un plus grand nombre de femmes à des charges publiques, est une approche nettement meilleure que l'adoption par les partis politiques de quotas de candidates dans leurs listes de candidats.

Encore une fois, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui, et je suis impatient de répondre à vos questions.

La présidente: Merci beaucoup.

Brenda O'Neill, vous avez sept minutes.

Professor Brenda O'Neill (professeure agrégée, Science politique, Université de Calgary, à titre personnel: Merci.

Tout d'abord, j'aimerais dire un mot de remerciement.

[*Français*]

Je vous remercie grandement de m'avoir invitée à vous parler aujourd'hui en tant qu'universitaire menant des recherches sur le sujet des femmes en politique.

Depuis de nombreuses années, je suis encouragée par le fait que ce comité se penche sur cette question très importante pour la politique canadienne.

[*Traduction*]

Mes observations d'aujourd'hui vont refléter mes propres recherches, qui portent sur l'opinion publique et les femmes en politique. Elles vont rendre compte de mes recherches sur la question de la sous-représentation politique des femmes au Canada et de mon interprétation des recherches effectuées par d'autres. Il s'agit d'une question que les politicologues étudient depuis des décennies. Nous comprenons bien quels sont les principaux obstacles. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un gouvernement qui a un engagement suffisamment ferme à l'égard de l'égalité des femmes pour être prêt à agir dans ce dossier.

Je crois que la stratégie la meilleure et la plus efficace pour remédier à la sous-représentation politique des femmes consiste à imposer, par voie législative, une sorte de quota ou d'objectif qui oblige les partis à augmenter le nombre de femmes qu'ils présentent comme candidates aux élections. Cela devrait avoir des effets directs et indirects, mais le quota n'a pas besoin d'être punitif. En fait, je dirais qu'il devrait s'agir d'un incitatif financier quelconque. Il ne devrait pas nécessairement être présenté comme un moyen d'accroître le nombre de femmes en politique, mais plutôt comme un système permettant de plafonner la surreprésentation des hommes. Il est peu probable que les quotas volontaires, contrairement aux quotas imposés par la loi, aient un impact puisque les partis qui sont susceptibles de les adopter sont normalement déjà engagés en faveur de l'égalité entre les sexes.

Les partis politiques jouent un rôle clé dans la détermination de l'accès des femmes aux fonctions politiques. Ils agissent en première ligne, et leur volonté de considérer l'égalité des sexes comme une priorité est essentielle pour que les femmes puissent surmonter ces obstacles.

Ce n'est pas une idée nouvelle. Il y a 27 ans, Mme Lisa Young, qui écrivait dans le cadre de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, faisait remarquer que les partis politiques, en tant que principaux agents de recrutement et gardiens du processus politique, devraient modifier leurs pratiques de recrutement et d'investiture pour qu'il y ait une évolution importante au chapitre du nombre de femmes à la Chambre des communes. Ce point a été renforcé par M. Bill Cross, que vous avez entendu plus tôt cet été. Vingt-sept ans plus tard, rien de concret n'a été fait dans ce dossier.

Lorsque les partis s'engagent en faveur de l'égalité entre les sexes, les résultats peuvent être impressionnants. Par exemple, lors des élections provinciales de 2015, 53 % des candidats néo-démocrates de l'Alberta étaient des femmes. De ce fait, le caucus était constitué de femmes dans une proportion de 45 %, et Rachel Notley a été en mesure de nommer un cabinet paritaire, l'un des rares que nous ayons vus au Canada jusqu'à maintenant. Cela s'est produit en Alberta, et je pense que beaucoup remarqueront qu'il s'agit de la province la plus conservatrice du pays.

Cela peut se faire là où la volonté existe, mais la réalité est que cela se fait plus facilement lorsqu'on ne s'attend pas à ce que le parti prenne le pouvoir. La concurrence accrue a souvent pour effet d'écarter les femmes. Nous devons faire progresser la parité hommes-femmes dans tous les partis, dans l'ensemble du spectre idéologique et à tous les niveaux de concurrence, afin que les femmes de toutes les allégeances soient représentées sans avoir à attendre des victoires inattendues de partis qui s'engagent en faveur de la parité hommes-femmes. Les résultats obtenus dans ces conditions sont trop souvent de courte durée.

Des quotas imposés par la loi sont essentiels pour aller de l'avant, parce que les croyances erronées au sujet de l'impact qu'ils ont servent à perpétuer la surreprésentation politique des hommes.

Un de ces mythes est que les quotas limitent la mesure dans laquelle le mérite est un facteur dans la sélection des candidats. Les recherches montrent clairement que c'est tout le contraire. Les quotas améliorent la qualité des candidats qui sont élus. Cela s'explique par le fait que les partis semblent être plus prudents quant aux compétences qu'ils aimeraient voir chez leurs candidats politiques, plutôt que de s'appuyer sur des mécanismes de sélection à courte vue, axés sur le sexe et la profession, qui ont tendance à exclure les femmes, et parce que les quotas favorisent une recherche plus active des personnes qui possèdent ces compétences. Les hommes moins compétents qui occupent des postes du fait de l'absence de quotas ont tendance à être remplacés par des femmes et des hommes plus compétents. Le mérite reçoit non pas une moins grande, mais une plus grande attention dans un système de quotas.

Les quotas sont également essentiels, parce que l'on croit que l'accès des femmes aux charges publiques ne cesse de s'améliorer et atteindra naturellement la parité. Cela est tout simplement faux. La logique selon laquelle le niveau de représentation politique des femmes reflétera celui des hommes, tout comme leur éducation et leur formation professionnelle courante, n'est tout simplement pas étayée par les faits. La représentation politique des femmes s'est améliorée dans de nombreux domaines au fil du temps, mais dans d'autres, elle a stagné ou régressé. Il ne s'agit pas simplement d'être patient. Nous continuons de voir des écarts entre les sexes et une ségrégation au niveau des revenus ou des professions qui font en sorte que les femmes n'ont pas accès aux mêmes réseaux que les hommes. Cela signifie qu'on les oublie souvent lorsqu'il s'agit de remplir une charge publique. Les candidats qui se présentent sont souvent ceux à qui on a demandé de se présenter.

Toutefois, même si nous décidons d'être patients, ce n'est pas avant longtemps qu'on atteindra la parité hommes-femmes à la Chambre des communes. Si nous appliquons le même taux d'amélioration de la représentation des femmes des 20 dernières années aux années à venir, nous devrons attendre jusqu'en 2075 pour atteindre la parité hommes-femmes. Ce ne sera certainement pas de mon vivant ni de celui de ma fille.

● (1540)

Nous avons besoin de mesures audacieuses, parce que le message que continuent de véhiculer les stéréotypes est que les femmes sont moins bien adaptées au monde tumultueux de la politique. Cette perception est renforcée par le portrait des femmes politiques montré dans les médias, comme en font foi les travaux de la professeure Linda Trimble de l'Université de l'Alberta. Les recherches que j'ai menées sur les femmes chefs de parti avec le professeur David Stewart montrent que les femmes sont beaucoup plus susceptibles d'être choisies pour diriger des partis lorsque le parti est moins concurrentiel sur le plan électoral. Les hommes sont plus susceptibles d'être perçus comme possédant les qualités requises des leaders, comme l'affirmation, la confiance et la promotion de soi. Les femmes sont moins susceptibles d'être perçues comme possédant ces qualités, et même lorsque c'est le cas, elles sont souvent pénalisées pour ne pas agir d'une manière qui correspond aux stéréotypes sexistes: « Les femmes se définissent davantage par leur consensualité que par leur individualité ».

Ces stéréotypes constituent un obstacle à l'accès des femmes aux charges publiques et ils sont également difficiles à éliminer directement et rapidement. L'adoption de quotas pour améliorer la représentation des femmes devrait justement avoir cet effet, mais indirectement. Le fait de voir plus de femmes au pouvoir agir comme des leaders solides permettrait de dissiper le stéréotype selon lequel les femmes sont plus aptes à jouer des rôles de soutien que des rôles de direction et ne sont donc pas bien adaptées à la politique. Cela renforcerait également l'effet de modèle. Un plus grand nombre de femmes dans des charges publiques fait augmenter la probabilité qu'elles voient la politique comme une option pour elles. Je pense que cela aiderait aussi les femmes à surmonter le sentiment qu'elles ont de ne pas être assez compétentes pour faire de la politique.

J'ai une petite anecdote en terminant. Les femmes ont tendance à sous-estimer leurs forces. C'est en partie la raison pour laquelle nous ne nous présentons pas aux élections. C'est un problème lié à la demande. Pour vous donner une idée de la façon dont cela fonctionne, j'ai un doctorat en sciences politiques et j'étudie les femmes en politique. Lorsque j'ai été invitée à venir vous parler, ma première réaction a été: « Qu'est-ce que je pourrais avoir à dire qui serait important pour ce comité? » Ce sont les gens autour de moi qui m'ont dit: « Non, tu dois y aller. »

Je termine là-dessus.

La présidente: Merci beaucoup, et merci beaucoup de votre exposé.

Nous allons commencer notre première série de questions. Je vous rappelle que vous avez sept minutes.

Pam, vous avez la parole.

● (1545)

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Je vous remercie tous les deux d'être ici. J'apprécie vos commentaires.

Je vais m'adresser à vous deux. Avez-vous des recommandations sur ce que nous pouvons faire, au gouvernement, pour nous occuper de la participation des femmes en politique? Y a-t-il quelque chose dans la Loi électorale? Il y a certaines choses que nous contrôlons et d'autres que nous ne contrôlons pas. Y a-t-il quelque chose que nous pourrions faire pour améliorer la participation des femmes sur le plan législatif ou grâce aux règlements que nous adoptons à l'échelon fédéral?

Mme Brenda O'Neill: Il est certain que la Loi électorale et le financement des partis pourraient constituer des façons d'établir des quotas. C'est ce que je recommande.

M. William McBeath: Nous ne sommes peut-être pas d'accord sur la solution, mais je pense aussi qu'il faut apporter des changements à la Loi électorale. Dans ce cas-ci, il y a une réelle tendance à réprimer la participation des tiers. Je pense que cela joue certainement un rôle en partie, par exemple, pour empêcher que du financement vienne de l'extérieur du Canada. Cependant, dans le processus visant à empêcher les tiers d'avoir un rôle à jouer, si vous donnez à un tiers le mandat d'aider à élire un plus grand nombre de femmes, vous allez devoir modifier la loi régissant les courses à l'investiture des partis politiques pour pouvoir le faire.

Mme Pam Damoff: Vous avez soulevé cette question à quelques reprises. Lorsque vous avez parlé de la participation des tiers, vous avez mentionné À voix égales.

Est-ce qu'il est question de la participation de toutes les tierces parties, ou y a-t-il des exigences à respecter?

M. William McBeath: Il y a déjà des règles qui régissent ce qu'une tierce partie peut et ne peut pas faire. Elles sont certainement tenues de divulguer, par exemple, comment leur argent est dépensé et d'où il provient. Dans le cas d'À voix égales, qui a une vocation multipartite, je ne pense pas qu'elle aura le même impact, la nature de la politique étant telle que si vous vous trouvez dans une salle avec des gens qui n'ont pas la même idéologie politique que vous, vous n'aurez pas le même genre d'approche axée sur l'esprit d'équipe que si vous savez que tout le monde dans la salle appuie la même idéologie que vous.

Pour moi, il s'agit de dire aux groupes des tiers: « Vous devez former... ». Je dirais que chacun doit en former un pour lui-même, ou en avoir un pour aider les candidats progressistes et un autre pour aider les candidats conservateurs, ou tout autre cadre, quel qu'il soit. C'est ainsi que je vois les choses. Vous en avez vu un exemple qui en est à ses premiers balbutiements avec la fondation She Leads basée en Alberta, que Jason Kenney a créée comme chef du Parti conservateur uni.

Mme Pam Damoff: L'autre groupe en Alberta qui essaie de mobiliser des candidats est le Wilberforce Project, qui est un groupe antiavortement. Pouvez-vous envisager qu'un groupe comme celui-là soit également un groupe de tiers qui pourrait aider des candidats à se faire élire?

M. William McBeath: Je crois comprendre que des groupes comme celui-là existent déjà et s'impliquent. Encore une fois, je crois qu'ils sont multipartites. Ils ne se concentrent pas sur un groupe en particulier. Ils se concentrent sur chaque élu et chaque parti politique. Pour moi, il s'agit d'aller au-delà de l'idée qu'une caractéristique, quelle qu'elle soit, peut éclipser le caractère tribal et concurrentiel de la politique, ce qui n'est tout simplement pas vrai. Quelle que soit la cause commune que partagent des groupes, leur idéologie politique l'emporte sur presque tout.

Mme Pam Damoff: Lorsque vous avez commencé, vous avez dit que vous n'étiez pas certain de ce que vous pouviez apporter parce que vous êtes un homme. Vous nous avez beaucoup éclairés, et je vous en remercie.

J'aimerais que vous nous en disiez davantage sur le rôle que les hommes et les garçons peuvent jouer pour encourager plus de femmes à se porter candidates.

M. William McBeath: C'est une excellente question, et tout le monde doit la prendre au sérieux, parce qu'au bout du compte, comme la professeure l'a souligné dans ses commentaires, il y a énormément d'élus qui sont des hommes et qui font de la politique. S'ils ne participent pas à l'amélioration de la situation, cela causera un énorme problème.

Lorsque je travaillais pour Wildrose, par exemple, nous avons essayé d'envoyer un message clair, à savoir que les caractéristiques personnelles ne devraient pas être ce qui détermine si on se lancera en politique ou non. Si vous croyez aux mêmes choses que nous, nous pensons que vous devriez vous porter candidat pour nous. Ce qu'il faut, c'est discuter sérieusement avec des centaines de personnes et leur demander si elles ont déjà songé à se présenter aux élections, ce qu'elles en pensent et si cela les intéresse.

Je dirais aussi que nous devons changer les mentalités et essayer d'avoir une politique de tolérance zéro pour ceux qui reculent dans ce dossier. Nous devons dire non, ce n'est pas acceptable de faire une blague sexiste lors d'un événement politique, ou non, ce n'est pas acceptable d'utiliser un langage qui ne peut s'appliquer qu'aux femmes, comme « crier en parlant » ou « être bosseuse », ou des termes que les médias, par exemple, n'utilisent que dans un contexte féminin.

À mon avis, c'est là que les hommes doivent intervenir davantage.

Mme Pam Damoff: Merci.

Madame O'Neill, des représentants de Statistique Canada sont venus nous dire que les femmes sont plus susceptibles de voter aux élections municipales et provinciales. On pourrait penser que le vote serait un indicateur précoce de leur candidature, bien que ce ne soit pas toujours le cas et qu'il n'y ait pas beaucoup de femmes qui se présentent aux élections à l'un ou l'autre de ces niveaux. Pourquoi pensez-vous que la participation est plus grande aux paliers inférieurs de gouvernement qu'à l'échelon fédéral? Y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire pour encourager une plus grande participation à tous les niveaux, pas seulement au niveau fédéral?

● (1550)

Mme Brenda O'Neill: Premièrement, il faut s'attaquer à la différence entre les paliers. Une grande partie des recherches que j'ai vues disent essentiellement qu'il est plus facile pour les femmes de rester près de chez elles, en partie parce qu'elles ont des responsabilités et qu'elles ne peuvent pas compter autant que les hommes sur leurs partenaires pour les assumer. Il y a cette notion selon laquelle elles doivent rester chez elles, si vous voulez, ou du moins le plus près possible de chez elles. Il peut être compliqué de se rendre à Ottawa, selon l'endroit où l'on se trouve au pays, et je pense que cela fait partie de l'explication.

On croit aussi que la politique à Ottawa se situe à un niveau plus élevé, plus difficile et plus important. Encore une fois, lorsqu'il est question d'ambition politique, on sait que les femmes ont tendance à minimiser leurs compétences. Par conséquent, même si vous avez la notion que vous voulez peut-être participer à la vie politique et que vous voulez vous présenter... Soit dit en passant, nous parlons de 1 % des femmes et de 5 % des hommes, ce qui représente à la fois un très petit nombre, mais aussi un très grand nombre de personnes. Si vous sentez que vous devriez vous porter candidat, il est probable — et je dois admettre que c'est ce que j'ai fait — que vous vous direz que si vous le faites, vous devriez peut-être le faire au niveau municipal, parce que c'est un peu plus facile; que ce ne sera probablement pas aussi difficile. Le fait de commencer bas, d'une certaine façon, fait partie de l'ambition politique des femmes.

La deuxième partie de votre question portait sur les raisons pour lesquelles les femmes votent à un niveau, mais ne se présentent pas au même niveau. Vous avez entendu Melanee Thomas, ma collègue de l'Université de Calgary. Elle a beaucoup travaillé sur la notion de stéréotypes, notamment, et ses premiers travaux au doctorat portaient sur l'intérêt politique et l'engagement politique chez les femmes. Cela vient en partie du fait que voter n'est pas un acte politique aussi difficile que de se présenter aux élections. Ce sont deux choses très différentes. Nous avons tendance à dire que c'est une question d'engagement politique, mais ce n'est pas la même chose; c'est très différent.

La présidente: Excellent, merci beaucoup.

Nous allons maintenant donner la parole à Rachael Harder pour les sept prochaines minutes.

Mme Rachael Harder (Lethbridge, PCC): Bienvenue à vous deux et merci d'être ici.

Ma première question s'adresse à vous, William. Vous avez parlé des organisations tierces et du fait qu'elles devraient être plus répandues, et j'aimerais poursuivre un peu dans la même veine. J'espère que vous pourrez nous en dire un peu plus à ce sujet et nous expliquer pourquoi c'est si important pour ce qui est de faire participer les femmes en particulier.

M. William McBeath: En ce qui concerne les tierces parties, il est très courant pour quiconque a examiné la politique américaine de constater qu'elles jouent un rôle énorme dans les élections là-bas. Ce n'est pas le cas ici, même si les choses changent. Il ne fait aucun doute que les lois qui sont adoptées par les gouvernements à différents niveaux ont une influence sur la politisation et l'engagement des tierces parties.

Si vous regardez dans ma province, l'Alberta, lorsque le gouvernement néo-démocrate a apporté sa première série de modifications à la loi électorale, des comités d'action politique, des tierces parties, ont vu le jour un peu partout dans la province, et ont émané de toutes sortes de groupes différents ayant toutes sortes de causes différentes.

Le problème avec les partis politiques, c'est qu'ils ne se concentrent que sur ce qui va se passer dans les 15 minutes suivantes. Je dis cela en toute connaissance de cause parce que j'ai travaillé pour un parti politique. La planification à long terme est évidemment extrêmement difficile. Il y a des changements de leadership, des passages de l'opposition au gouvernement et du gouvernement à l'opposition, ainsi que dans le groupe de personnes qui dirigent le parti politique.

Le fait d'avoir un comité d'action politique, un groupe permanent, dont c'est le travail, élection après élection, année après année, mois après mois, d'aller chercher, recruter, former, aider et appuyer des candidates, signifie que les choses vont être facilitées pour les femmes, davantage que lorsque les partis politiques ne s'occupent des mises en candidature que pendant les six ou huit mois où ils jugent nécessaire de le faire.

On passe de quelqu'un qui s'occupe de cela brièvement pour un parti politique à un groupe qui s'en occupe tout le temps.

Mme Rachael Harder: En ce qui concerne le fait que ces groupes se concentrent là-dessus pendant longtemps, pensez-vous que cela est avantageux pour les femmes en particulier qu'ils soient en mesure de recruter et de former, notamment?

Aidez-moi à comprendre pourquoi cela devrait profiter aux femmes qui entrent en politique.

M. William McBeath: D'après mon expérience, il n'a jamais été difficile de trouver des hommes pour se porter candidat à une charge publique. Cela n'a jamais été un problème en politique.

Je trouve que lorsque l'on recrute des femmes, elles se posent beaucoup plus de questions sur la façon dont les choses vont fonctionner, sur la vie d'élue. Je pense que la professeure O'Neill a soulevé de très bons points au sujet de la possibilité qu'elles sous-estiment leur propre valeur. Il m'est arrivé de dire: « Nous pensons que vous seriez une candidate fantastique et voici pourquoi », et de leur expliquer pourquoi.

Je pense qu'il faut en discuter. Il faut avoir un rapport personnel étroit avec certaines personnes qui se portent candidates pour les convaincre de présenter leur candidature. Pour moi, c'est là que le comité d'action politique prend toute sa valeur. Il ne se penche pas sur les candidatures tous les six ou huit mois; il le fait à temps plein.

Une fois ce rapport établi, si je suis une femme intéressée à me présenter aux élections, je sais avec qui je peux communiquer pour obtenir des réponses à mes questions, parler de la création d'une équipe et déterminer comment je vais recueillir des fonds. Il y a un groupe permanent qui est là pour m'aider et travailler avec moi.

Je pense que cela ferait une différence très réelle pour favoriser l'élection d'un plus grand nombre de femmes.

● (1555)

Mme Rachael Harder: William, vous avez parlé entre autres de l'importance du recrutement, de la formation, de la collecte de fonds et du réseautage. J'aime la façon dont vous avez présenté les quatre choses.

En ce qui concerne le recrutement, croyez-vous qu'il y a certains types de femmes qui ne devraient pas se présenter en politique, ou pensez-vous que c'est une possibilité qui devrait être offerte à toutes les femmes?

M. William McBeath: Lorsque je parle à des candidats, la seule chose que je leur dis, c'est qu'il faut qu'ils soient certains que c'est le travail qu'ils veulent faire. Il n'y a rien de pire que de gagner et de découvrir que ce n'était pas le genre de travail qu'on avait imaginé.

Je pense que ce qui est important, c'est d'établir dès le départ que leur vie va changer énormément. Ils vont faire campagne et les gens vont les surveiller de très près.

Pour moi, il n'y a absolument personne qui ne devrait pas se présenter aux élections, à moins de ne pas être préparés pour ce qui s'en vient pour eux et le travail qu'ils auront à faire après avoir gagné les élections.

En passant, cela ne s'applique pas seulement aux candidates, mais à toutes les personnes qui ne comprennent pas bien ce que cela signifie d'être élu.

Mme Rachael Harder: C'est un bon point. Merci.

Pour poursuivre la conversation sur le recrutement, la formation, la collecte de fonds et le réseautage, ma collègue vous a posé une question sur le rôle des hommes et des garçons à cet égard.

Pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet? Pour pouvoir recruter des femmes et les amener à participer, est-ce que cela serait utile de leur offrir du mentorat et du soutien?

Je sais que des personnes très influentes ont joué ce rôle dans ma vie. Elles m'ont très bien servie, et je leur en suis très reconnaissante.

À quoi ce processus pourrait-il ressembler? Pouvez-vous nous indiquer des mesures très concrètes qui pourraient être prises par les femmes et les hommes pour aider à recruter et à former des candidates?

M. William McBeath: Je pense qu'il y a deux ou trois aspects à cette question.

Lorsque je travaillais pour un parti politique, l'une des choses qu'il fallait faire, c'était de s'assurer de ne pas faire des choses, intentionnellement ou involontairement, qui envoient le message que nous ne cherchions que des candidats de sexe masculin.

Je me souviens d'un président d'association de circonscription qui disait aux femmes qui voulaient se présenter qu'on ne cherchait pas vraiment une femme. Je lui ai téléphoné pour lui dire: « Vous vous rendez compte que nous sommes dirigés par Danielle Smith, n'est-ce pas? » Je lui ai dit que c'était un parti qui tenait beaucoup à élire des candidates. Il m'a répondu que nous avions déjà une femme chef et qu'il ne fallait pas exagérer, et j'ai pensé que la première étape devait peut-être être de recruter un nouveau président dans cette association de circonscription.

Des voix : Oh, oh!

M. William McBeath: Je dirais qu'il y a beaucoup de choses que nous pouvons tous faire, mais il faut d'être attentifs et se demander si cela envoie un message. Est-ce qu'un événement est tenu dans un endroit où les femmes sont à l'aise d'aller ou dans un endroit où l'on retrouve habituellement surtout des hommes? S'il s'agit de leur première association de circonscription, avons-nous fait le travail nécessaire pour élire un groupe diversifié de personnes au conseil de cette association? Ou est-ce que lorsque la femme va se présenter, elle verra 30 hommes assis autour d'une table à qui elle devra annoncer qu'elle se présente aux élections? Comment cela sera-t-il reçu?

Au bout du compte, il s'agit de dissiper l'idée qu'une caractéristique personnelle détermine si vous devez ou non vous présenter pour un parti politique. Je pense qu'il y a cette croyance — certainement, je dirais dans la moitié du mouvement que je représente, les conservateurs — que nous ne souhaitons pas avoir certaines personnes. C'est complètement faux. Si vous croyez ce que nous croyons, si cela vous passionne, nous voulons que vous vous présentiez aux élections. Je pense que ce sont les messages qui doivent être vraiment renforcés, non seulement par les femmes, mais par tous ceux qui participent au processus politique.

La présidente: C'est excellent. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Sheri Benson, pour sept minutes.

Mme Sheri Benson (Saskatoon-Ouest, NPD): Je remercie nos deux témoins d'aujourd'hui.

Madame O'Neill, vous pouvez voir le malaise qui s'installe lorsqu'il est question de quotas. Les gens ont du mal à en discuter et à approfondir le sujet, et je pense que nous pouvons tous comprendre un peu à quoi tient ce malaise. J'ai bien aimé que vous inversiez la situation et que vous demandiez pourquoi nous ne pensons pas plutôt à un plafond à la surreprésentation des hommes. Je pense que cela nous aide à prendre un peu de recul et à avoir l'impression que c'est sur cela que nous nous concentrons.

Vous avez dit que si nous ne prenons pas des mesures draconiennes, il faudra beaucoup de temps... Vous pourriez peut-être nous en dire un peu plus à ce sujet. Pourquoi rien ne changerait-il en ne... Nous avons entendu autour de cette table que l'on doit retrouver une masse critique dans un parlement ou un organe législatif pour que les femmes aient l'impression qu'elles y ont aussi leur place. J'ai pensé que vous pourriez parler un peu plus des quotas et des raisons pour lesquelles ils sont importants ou pourraient faire une différence, plutôt tôt que tard.

● (1600)

Mme Brenda O'Neill: L'une de ces raisons est certainement que si vous imposez un quota, cela envoie un message clair quant à l'importance de l'égalité entre les sexes et indique clairement que le gouvernement est déterminé à régler ce problème particulier.

Je dirais aussi que les quotas n'ont pas besoin d'être éternels. Leur durée de vie pourrait être courte, selon leur efficacité et la rapidité avec laquelle ils sont appliqués.

J'en arrive à un autre élément de votre question, à savoir pourquoi il a fallu tant de temps. Je dirais que l'une des raisons pour lesquelles il a fallu tant de temps, c'est que la responsabilité est revenue à un très petit nombre de partis qui sont déterminés à assurer l'égalité entre les sexes, mais qui, à de nombreux échelons du gouvernement, n'ont pas tendance à être les plus forts et, par conséquent, ont tendance à ne pas se faire élire.

Je pense que nous avons surtout imposé ce fardeau aux personnes qui font face à des obstacles structurels et situationnels lorsque vient le temps de se faire élire. Nous comptons sur les femmes pour faire la démarche, plutôt que sur ceux qui cherchent des candidats. Nous imposons le fardeau au bassin des candidates, c'est-à-dire les femmes, celles-là mêmes qui sont confrontées à ces obstacles. Nous attendons qu'elles se manifestent comme par magie, alors que nous savons que les règles du jeu ne sont pas équitables pour les hommes et les femmes en politique. C'est là que se situe le problème.

Lorsque des présidents de circonscription disent que comme c'est une femme qui est la chef du parti, nous n'avons pas vraiment besoin d'autres femmes, ce n'est pas vrai. C'est un problème, et je pense que l'adoption de quotas, à condition qu'ils soient fermes et compte tenu qu'ils seront peut-être plus faciles à mettre en oeuvre que d'autres choses, comme la modification de notre système électoral, ce qui, nous le savons, ne se produira pas — nous l'avons essayé à plusieurs reprises — pourrait avoir une grande incidence sur l'envoi de ce message, mais aussi pour aider tous les partis à comprendre que c'est une chose importante à faire.

Bien que je respecte votre point de vue, je ne pense pas que nous devrions refiler cette responsabilité à des tierces parties. Je pense que les partis politiques ont la responsabilité de veiller à ce que des femmes soient élues, à ce qu'une bonne diversité de personnes soient élues. Je pense que ce sont les partis qui peuvent le faire, comme nous l'avons vu dans le passé. Lorsqu'ils le souhaitent, ils peuvent le faire, alors je pense que ce sont les partis qui devraient avoir cette responsabilité. Mais, encore une fois, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de punir. Je pense que cela peut prendre la forme d'un incitatif financier mis en place pour aider les partis.

Je sais que Sarah Childs et Rosie Campbell vous ont donné l'exemple du Royaume-Uni, et je pense qu'il est important de s'en inspirer. Cette formule comporte des possibilités ici, mais il faut que les quotas soient canadiens, que ce soit quelque chose qui peut fonctionner ici. Nous n'avons pas besoin d'appeler cela un quota. Dans le rapport Abella, on parlait d'équité en matière d'emploi, et non de discrimination positive. On peut aussi lui donner un autre nom, mais il faut clairement dire que c'est une priorité.

Mme Sheri Benson: Madame O'Neill, j'aimerais que vous nous disiez où nous pourrions fixer le quota. Dans un système qui tente d'attirer les femmes en politique, où se situe le levier le plus efficace, et où les gens se sentent-ils le plus à l'aise d'inclure un quota? Je sais qu'il y a toutes sortes de systèmes où des quotas peuvent être intégrés et de façons de les intégrer. Je sais qu'il a été question d'investiture et de candidat, de sorte que l'on puisse éviter le genre de situation où l'on dit « vous gagnez parce que vous êtes une femme ». Cette question m'intéresse.

Mme Brenda O'Neill: S'il était question d'égalité entre les sexes dans les mises en candidature, par exemple, ce qui m'inquiéterait, c'est que les femmes puissent être mises sur la liste sans reconnaissance réelle. Je pense qu'il faut tenir compte du nombre de candidats qui se présentent aux élections. Étant donné que c'est une sorte de système où le gagnant emporte la mise, il me semble que c'est là que cela doit vraiment être mis en place pour que cela ait un impact, un impact réel.

L'impact réel dans ce cas n'est pas seulement que les femmes se présentent, parce que nous savons déjà que certaines le font pour la forme. L'impact réel est d'amener les femmes à gagner. Je pense que c'est vraiment là que cela se situe, parce que ce que l'on veut voir, c'est de la diversité à la Chambre des communes, et non pas nécessairement de la diversité dans la liste des candidats. C'est ce que je pense.

● (1605)

Mme Sheri Benson: Merci.

La présidente: Nous allons passer à Bob Bratina, pour sept minutes, s'il vous plaît.

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Merci d'être ici.

Je me suis présenté à quatre élections et je les ai toutes remportées. Mon épouse, enseignante à la retraite, a été organisatrice de campagne pour trois d'entre elles. Mon succès politique est en grande partie attribuable au travail acharné des enseignants à la retraite.

Après mon premier mandat comme conseiller municipal, j'ai compris que ce n'était pas pour moi. C'était un club de vieux copains, ce n'était pas agréable et j'ai supplié ma femme de se présenter à mon poste. Elle a refusé catégoriquement. Je trouve cela intéressant, car je lui ai demandé, à elle et à tous ses amis proches, de se présenter — c'étaient surtout des enseignants et des directeurs d'école à la retraite, ayant oeuvré dans certains cas en zone urbaine, qui avaient tous eu un rôle difficile à jouer dans la collectivité et qui s'en étaient tous très bien tirés. Ils n'avaient absolument aucun intérêt à se lancer en politique.

Je ne pense pas que cela avait quoi que ce soit à voir avec la confiance en soi ou un quelconque questionnement sur leur appartenance. Ils ne semblaient tout simplement pas vouloir le faire. Avez-vous remarqué cela chez les femmes à qui vous en avez parlé?

Mme Brenda O'Neill: Pour moi, cela relève du faible niveau d'intérêt politique des femmes. Nous savons qu'il y a une différence dans le niveau d'intérêt pour la politique. Les hommes ont tendance à s'intéresser davantage à la politique que les femmes. Si d'emblée, vous ne vous intéressez pas à la politique, vous êtes moins susceptible de vouloir vous présenter.

Je sais aussi que Mme Sylvia Bashevkin vous a parlé des difficultés à se présenter en politique en tant que femme, simplement sur le plan de la sécurité, en particulier à cause d'Internet. Nous savons que c'est un problème en ce moment. Je pense que le risque de se présenter et d'être confrontées à ce genre de situation constitue un obstacle pour un certain nombre de femmes.

Même en parlant du passé... J'ai parlé des stéréotypes liés au rôle des hommes et des femmes. La politique est toujours un monde d'hommes. Je pense qu'il faut un type de femme particulier pour vouloir entrer dans ce monde.

Lorsque vous réunissez un certain nombre de femmes autour de la table, je pense que cela fait une différence. Quand un certain nombre de femmes auront été élues à la Chambre des communes ou à n'importe quel autre niveau, je pense que la nature de la politique changera. Ce qui changera aussi, c'est le stéréotype selon lequel la politique est une affaire d'hommes. Je pense que cela changera, mais je pense que cela ne changera que lorsque nous aurons pris des mesures audacieuses pour attirer un nombre important de femmes en politique. Je pense que cela changera lorsque nous aurons 60 % de femmes à la Chambre des communes.

M. Bob Bratina: Dans quelle mesure votre observation pourrait-elle être fondée sur la perception du public en ce qui a trait au comportement des politiciens?

Mme Brenda O'Neill: Il ne fait aucun doute que les politiciens ne sont pas les personnes les plus respectées à l'heure actuelle. Je ne pense pas vous dire quoi que ce soit que vous ne savez pas déjà. J'ai beaucoup de respect pour les politiciens, mais même dans ma propre famille, dans ma famille élargie, lorsque nous parlons de politiciens, ce n'est pas quelque chose que nous avons...

Encore une fois, pourquoi voudrait-on entrer dans cette arène si on pense que ces personnes sont là pour leurs propres intérêts et qu'elles ne travaillent pas très fort — toutes des choses que nous savons ne pas être vraies et que les gens croient pourtant. La seule façon de changer ce stéréotype est d'y réfléchir et de penser à ce que nous pouvons faire pour l'améliorer à l'avenir.

M. Bob Bratina: Ma question s'adresse à vous deux. Pensez-vous que les médias ont un rôle à jouer ou ont une incidence quelconque sur la discussion?

Mme Brenda O'Neill: En ce qui a trait au genre des personnes ou simplement au sujet des politiciens en général?

M. Bob Bratina: Sur la notion de femmes en politique.

Mme Brenda O'Neill: Absolument. Il suffit de lire les travaux de Mme Linda Trimble. Elle vient d'écrire un livre fascinant intitulé *Ms. Prime Minister*. Elle y examine différentes femmes et la façon dont les médias ont traité les différentes premières ministres.

Alors oui, absolument.

M. William McBeath: Je pense que vous avez tout à fait raison. Je ne me souviens pas de la dernière fois qu'un article de journal mentionnait ce qu'un homme politique portait ou comment ses cheveux avaient changé.

Mme Brenda O'Neill: On dit qu'il s'agissait d'un « homme » premier ministre.

M. William McBeath: C'est vrai. Vous avez tout à fait raison.

Je pense que l'autre facteur, c'est que pour beaucoup de gens qui ne suivent pas la politique de près, tout le processus qui va de « je pense que j'aimerais peut-être devenir un représentant élu » à « être élu » est opaque. Ils ne savent tout simplement pas. Ils ne savent pas qu'il faut d'abord être nommé à une association de circonscription où se tient un vote. Il faut vendre des adhésions. Ils ne savent pas comment obtenir une liste. Je pense que toutes ces choses techniques sont très déconcertantes pour les gens qui n'aiment pas la politique et qui ne s'en nourrissent pas tous les jours.

Pour améliorer ce processus, encore une fois, l'une des choses qu'un CAP peut faire, à mon avis, c'est d'essayer de l'expliquer à la personne dès le départ. Voilà à quoi ressemble une campagne électorale. Voilà comment fonctionne une mise en candidature. C'est de cette façon qu'on fait faire des pancartes pour les pelouses. C'est ainsi que l'on fait des appels téléphoniques. Ce sont toutes des choses que l'on peut tenir pour acquises alors que les gens ordinaires n'ont absolument aucune idée de la façon dont tout cela se matérialise.

À mon avis, c'est un autre avantage qui serait utile: faire la lumière sur la façon dont cela fonctionne.

● (1610)

M. Bob Bratina: Je pourrais peut-être poser une question au sujet de la diversité des communautés. Le visage du Canada semble être en train de changer. Est-ce qu'on tient compte du fait que les nouveaux arrivants ou les familles des immigrants récents s'intéressent davantage à la politique? Je dois dire que, dans mon propre monde, il semble y avoir un grand nombre de personnes intéressées issues de communautés diversifiées qui veulent participer. Pour ce qui est de savoir si cela veut dire qu'une femme parmi elles va aller de l'avant — mon tour viendra bientôt — ce que j'aimerais voir, y a-t-il des données ou des réflexions à ce sujet?

Mme Brenda O'Neill: Je ne me suis pas penchée sur la question depuis un certain temps, mais ce que j'ai constaté par le passé, c'est que les immigrants de première génération ont tendance à être dépassés par le simple fait de s'établir. Très souvent, c'est la deuxième génération et les générations subséquentes qui s'impliquent en politique et elles sont beaucoup plus engagées.

M. Bob Bratina: C'est exact.

C'étaient là mes questions. Merci beaucoup.

La présidente: Nous allons maintenant passer à notre deuxième tour.

Nous allons commencer par Kellie Leitch, pour cinq minutes.

L'hon. K. Kellie Leitch (Simcoe—Grey, PCC): Merci à vous deux d'être venus aujourd'hui.

Vous avez tous les deux mentionné que le leadership jouait un rôle essentiel pour faire avancer la cause de la diversité. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Cela encourage les femmes soit à aller de l'avant ou encore à se retirer et à renoncer à participer. Selon vous, quelles sont les caractéristiques d'un chef ou d'un parti qui encourageraient les femmes à se manifester, et celles qui, bien honnêtement, feraient en sorte qu'elles décideraient que cette arène n'est pas pour elles?

Je vous demanderais d'être bref, car j'ai deux autres questions.

M. William McBeath: Je pense que vous avez tout à fait raison de dire que le message envoyé par le chef, à savoir si c'est ou non une priorité pour l'organisation, se transmet directement dans tout le parti. Est-ce qu'un leader parle constamment de recruter plus de candidates? Je dirais que Jason Kenney en a parlé dans tous les discours qu'il a prononcés et ceux-ci se comptent maintenant par centaines, alors nous savons que c'est une priorité.

L'autre chose qui est peut-être un peu moins évidente, c'est le groupe de personnes dans l'entourage du chef. S'agit-il d'un groupe de personnes diversifiées ou qui parlent de diversité ou est-ce que le personnel politique qui travaille pour ce chef se compose uniformément de jeunes hommes? À mon avis, cela se remarque également. De quelles personnes l'entourage du chef est-il composé? À mon avis, cela envoie un message dont il faut tenir compte.

Mme Brenda O'Neill: Je le répète, il ne fait aucun doute que le chef d'un parti envoie un message très clair sur ce qu'il souhaite.

Je ferais également valoir que les processus informels qui ont cours au sein du parti sont importants, les choses qui ne sont pas prévues par la loi. Encore une fois, les recherches ont démontré que ce sont ces choses qui comptent vraiment pour la diversité de nos partis politiques, des candidatures et des nominations.

L'hon. K. Kellie Leitch: Je suis tout à fait d'accord avec vous à ce sujet, et il y a beaucoup de ces choses que le public ignore.

Mme Brenda O'Neill: Oui, oui, exactement. Elles sont cachées.

L'hon. K. Kellie Leitch: Oui.

J'ai eu beaucoup de chance de mener une carrière de chirurgienne orthopédiste, une carrière à prédominance masculine. Je fais partie des 2 % de femmes qui sont chirurgiennes orthopédistes au Canada. Je me suis retrouvée dans ce rôle parce que deux hommes extraordinaires ont décidé qu'ils voulaient plus de femmes comme chirurgiennes orthopédistes: Allan Gross et un dénommé Jim Wright à l'Hospital for Sick Children.

Madame O'Neill, vous dites que vous voulez un quota. Je suis assez convaincue qu'il n'y avait pas de quota pour le poste de directrice du département de sciences politiques à l'Université de Calgary, et je respecte votre position, mais je pense que les femmes s'en tirent bien lorsqu'elles méritent ce qu'elles ont et qu'elles sont considérées comme des partenaires égales.

Vous avez parlé de l'utilisation d'un langage différent. Comment pouvons-nous en arriver à une situation où une personne comme moi dit: « Je ne veux pas de quota parce que j'ai mérité ma place », mais où nous cherchons quand même comment faire participer davantage de femmes?

Votre idée d'un échéancier en matière d'action positive m'intéresse beaucoup, mais, comme je l'ai dit, je ne suis pas en faveur des quotas. Je suis tout à fait contre. Je pense qu'il faut plutôt encourager les hommes, mais avec quel langage? Comment en arriver à ne plus avoir besoin de quotas?

Mme Brenda O'Neill: La langue est importante et vous avez tout à fait raison.

● (1615)

L'hon. K. Kellie Leitch: Je suis d'accord.

Mme Brenda O'Neill: Dès qu'on met un quota, les gens affichent de la résistance, mais je ne suis pas d'accord avec l'idée que les femmes qui occupent des postes en raison d'un quota ont plus de difficulté que les autres en raison de leur situation. Ce ne sont pas 2 %, mais je sais que dans la discipline des sciences politiques, il n'y a pas autant de femmes. Je pense que nous en sommes à environ 30 %, alors c'est un champ encore très dominé par les hommes. Le meilleur conseil que j'ai reçu d'une autre universitaire a été que si je pouvais obtenir un poste parce que j'étais une femme, de l'accepter et de montrer à tous que j'étais à la hauteur.

Il me semble que les stéréotypes tiennent en partie au fait qu'il n'y a pas de femmes dans ces postes. Si nous disons que nous ne pouvons pas avoir de quotas, parce qu'en plaçant des femmes dans des postes en raison de quotas, elles ne sont pas respectées, alors le résultat final est que nous n'avons pas du tout de femmes dans ces postes et que rien ne change.

Je pense qu'il y a des processus informels qui empêchent les femmes d'occuper ces postes. Ce que je dirais alors, c'est qu'il faut faire quelque chose pour relancer ces processus, afin de provoquer les changements qui montreraient que ces stéréotypes et ces mythes ne tiennent pas la route.

L'hon. K. Kellie Leitch: Vous voyez, je suis fondamentalement en désaccord avec vous là-dessus, parce que je pense que toutes les femmes ici présentes pourraient mériter leur place et qu'elles n'ont pas besoin de cela. Mais cela dit, c'est bien.

Mme Brenda O'Neill: Je pense qu'il y a beaucoup de femmes à l'extérieur de la salle qui pourraient y arriver, mais qui n'en ont pas l'occasion.

L'hon. K. Kellie Leitch: Comme je l'ai dit, je pense que cette conversation au sujet du langage à utiliser pourrait faire avancer les choses, parce que je pense qu'il y a beaucoup de choses sur lesquelles nous sommes d'accord. Ce serait formidable si nous pouvions trouver quel langage utiliser.

La présidente: Il vous reste 20 secondes.

L'hon. K. Kellie Leitch: J'ai une brève question pour vous, monsieur McBeath.

Pour ce qui est de mobiliser les hommes et les garçons, quels sont, selon vous, les obstacles qui empêchent un homme de décider d'être un mentor pour une femme? Nous ne voyons pas assez d'entre eux proposer leur aide à une excellente candidate féminine.

M. William McBeath: Je dirais qu'ils n'ont peut-être pas eu l'impression que c'était leur rôle et il faut agir fermement pour que cela cesse. Encore une fois, il faut que le message émane de la direction du parti, en commençant par le chef.

La présidente: Merci beaucoup.

Sonia Sidhu, vous avez cinq minutes.

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Merci à vous deux d'être ici.

Je tiens à souligner que je suis ici aujourd'hui grâce à notre chef. Notre premier ministre a une grande vision, et c'est pourquoi je suis ici aujourd'hui. Il voulait plus de femmes, et c'est pourquoi je suis montée à bord.

Ma question s'adresse à Mme O'Neill.

Selon vous, la circonscription d'une candidate influe-t-elle ou détermine-t-elle son succès électoral?

Mme Brenda O'Neill: Il est certain que l'endroit où elles se présentent détermine leur succès. Absolument.

Nous le savons en partie parce qu'à l'heure actuelle, il y a des travaux — et ce n'est pas mon travail, c'est celui de Melanee Thomas à l'Université de Calgary, avec Marc-André Bodet — qui démontrent que l'hypothèse de « l'agneau sacrificiel » est toujours valable au Canada. En l'absence de quotas ou de lois, sauf s'il y a une loi spéciale, souvent les femmes se retrouvent dans des circonscriptions où elles ont moins de chances de gagner. Je soutiens, à cause de mon travail sur les leaders féminines, qu'elles sont moins compétitives et qu'il est donc plus facile pour les femmes de se présenter et d'être choisies dans ces circonscriptions. C'est effectivement ce qui se passe.

Je soulignerais également qu'on ne peut pas toujours savoir dans quelles circonscriptions le parti va l'emporter. Je pense que c'est un point important qu'on oublie souvent. Lorsque la représentation des femmes fait un bond, c'est parce que les partis qui ne s'attendaient pas à gagner ont gagné. Ils ont nommé un grand nombre de femmes dans des circonscriptions où ils ne croyaient pas l'emporter, et dans ce contexte, on se retrouve donc avec une plus grande représentation des femmes.

Mme Sonia Sidhu: Merci.

Selon la recherche, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de s'y connaître en politique ou de s'y intéresser. Les femmes sont également moins susceptibles que les hommes d'avoir confiance en leurs capacités politiques. Quels facteurs contribuent au faible niveau d'intérêt politique des femmes? Vous avez déjà exploré cette question: les connaissances politiques et la confiance en soi par rapport aux hommes. Quel est le principal effet de l'intérêt des femmes à se présenter aux élections?

Mme Brenda O'Neill: Premièrement, je n'enseigne peut-être pas toujours cela à l'aide de statistiques. Lorsqu'on se concentre sur les écarts entre les femmes et les hommes, sur la différence entre les deux, on dit souvent que les femmes s'intéressent moins à la politique que les hommes et qu'elles ne se portent donc pas candidates. C'est vrai, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un grand nombre de femmes qui s'intéressent à la politique et qui seraient prêtes à se présenter — et je pense que c'est un point important à souligner. À mon avis, il est problématique de ne se concentrer que sur l'écart.

Il y a toutes sortes de raisons qui pourraient nous faire dire que les femmes s'intéressent moins à la politique, mais je pense que l'une d'entre elles est simplement la perpétuation de l'idée que la politique est difficile, que c'est une guerre, que c'est un combat — ce genre de stéréotypes. La façon dont cela est dépeint dans les médias, je pense, reproduit cette notion selon laquelle c'est là que les hommes devraient être et que les femmes devraient faire autre chose. On note encore ce genre de schisme entre le public et le privé.

● (1620)

Mme Sonia Sidhu: Les États-Unis ont assisté à la montée de puissants CAP. Qu'en pensez-vous?

Mme Brenda O'Neill: Je ne suis pas d'accord avec ce qui a été dit. Je ne pense pas que le parti a toujours le dernier mot sur toutes les questions. Je pense que, à certaines occasions, on peut faire en sorte que le genre amène les femmes à se rassembler et à travailler, même en dehors de la discipline de parti. Je pense que c'est possible si la question est suffisamment importante. Le rôle des CAP peut certainement attirer l'attention sur une question. Ils peuvent très bien aider à recueillir des fonds pour les particuliers, et ainsi de suite. Cela peut aider à sensibiliser les gens à ce que cela signifie réellement que de se présenter aux élections et à ce que cela suppose, et ainsi de suite. Je pense qu'ils ont un rôle à jouer, mais je suis également très prudente à l'égard des comités d'action parce que je pense qu'ils peuvent à la fois devenir des obstacles et être utiles.

Mme Sonia Sidhu: Quel est le rôle de la famille? Pensez-vous que le soutien familial joue un rôle positif ou négatif?

Mme Brenda O'Neill: Je pense que c'est essentiel, si vous avez une famille. Nous savons que beaucoup plus de femmes que d'hommes sont célibataires lorsqu'elles se présentent aux élections.

Mme Sonia Sidhu: Pourtant, elles ont des parents, des frères ou des soeurs.

Mme Brenda O'Neill: Bien sûr. Je ne pense pas qu'on puisse y arriver seule. Y a-t-il beaucoup de choses dans la vie que l'on peut faire seule? En politique, particulièrement si l'on doit s'absenter de la maison, je pense qu'il est essentiel d'avoir un réseau de soutien, à plus forte raison si l'on a des enfants.

Mme Sonia Sidhu: Voulez-vous ajouter quelque chose, William?

M. William McBeath: Seulement que si vous n'avez pas l'appui de votre famille, cela devient presque impossible de réussir à se faire élire, de rester en poste et de vouloir rester en poste.

Mme Sonia Sidhu: Merci.

La présidente: C'est excellent.

Comme nous avons le temps, chaque parti peut poser une question. Je vais commencer par le PCC parce que c'était leur tour. PCC, vous en avez une; Sheri, une; de l'autre côté pour le PLC, la personne que vous voulez.

L'hon. K. Kellie Leitch: Je pourrais peut-être obtenir une réponse à la question que j'ai posée tout à l'heure, et sentez-vous libres tous les deux d'y répondre. Nous pensons que la participation des hommes et des garçons est, bien évidemment, essentielle dans cette démarche vers une plus grande participation des femmes. Si j'ai réussi en orthopédie, c'est parce que deux hommes ont décidé qu'il devait y avoir un plus grand nombre de femmes en orthopédie et ils ont commencé à recruter activement de jeunes chirurgiennes. En politique, quels sont, selon vous, les obstacles qui empêchent les hommes de choisir ces candidates dans des circonscriptions gagnables? Nous savons que tous les partis ont, ils vous le diront eux-mêmes, certaines circonscriptions qu'ils sont assez certains de remporter. Alors pourquoi ne choisit-on pas des femmes pour ces circonscriptions? Où est le leadership à cet égard? Quels sont les obstacles qui empêchent les hommes de choisir des candidates de qualité pour ces sièges?

M. William McBeath: Je ne peux sous-estimer l'importance d'avoir un chef qui fixe l'orientation de tout le parti. Ce n'est pas quelque chose de symbolique. Cela signifie, par exemple, que si une association de circonscription demande à tenir sa course à l'investiture, le chef demande un compte rendu du travail qui a été fait, de la recherche qui a été faite, de la liste des femmes à qui on a parlé et des réponses que les femmes ont données lorsqu'on leur a demandé de se présenter aux élections.

J'ai énormément de respect pour les partis politiques. J'ai travaillé pour des partis politiques pendant une grande partie de ma vie. Je reconnais toutefois qu'ils ont de nombreuses limites. Premièrement, je ne pense pas qu'on accorde suffisamment d'attention à l'ensemble des nominations. En qualité de superviseur du recrutement, le plus gros problème que j'avais, c'est que je regardais le nombre — il m'en fallait peut-être 87, mais cette semaine-là, nous en avions 62, et j'étais heureux lorsque, la semaine suivante, ce nombre passait à 64.

C'est pourquoi j'aimerais faire venir d'autres groupes que seulement des partis politiques. Je pense que s'ils sont laissés à eux-mêmes, ils ne feront pas les efforts ni les investissements soutenus et prolongés nécessaires parce que ce n'est tout simplement pas dans leur nature lorsqu'il s'agit de ce genre de choses.

Je reconnais que ça ne répond pas tout à fait à votre question, mais je pense que c'était un point important à souligner.

L'hon. K. Kellie Leitch: C'est utile.

Mme Brenda O'Neill: On ne fait pas le type de recherche qui ferait sortir les femmes de l'ombre. M. Phil Cross vous a également parlé, et je crois qu'il a raison de dire que les femmes ont besoin qu'on les invite, pendant que les hommes sont déjà en train de travailler sur le terrain et dans les réseaux dont ils ont besoin. Il faut demander aux femmes non pas une, mais deux, trois ou quatre fois. Si vous ne leur posez pas la question, il y a fort à parier que vous ne verrez pas de femmes. Je pense que c'est un point clé.

La présidente: Merci.

Sheri, avez-vous une question?

Mme Sheri Benson: Je pense que je vais poser cette question à Mme O'Neill. Dans les gouvernements qui ont un système électoral différent, nous avons vu plus de femmes se présenter, en particulier dans les pays qui ont un système de représentation proportionnelle. Je sais que c'est un plus gros truc à changer que ce dont nous discutons en ce moment. Je crois que nous pouvons travailler sur plusieurs fronts, mais vous pourriez peut-être nous expliquer les raisons de ce phénomène. Qu'est-ce que vos recherches vous ont révélé?

Je peux vous parler personnellement de la partisanerie que nous glorifions au Parlement et de la façon dont nous divisons les gens entre adversaires et ce genre de choses. Pour beaucoup d'entre nous qui voulons du changement dans nos collectivités, ce n'est pas la façon de le faire et ce n'est pas la façon dont nous avons réussi à changer les choses dans nos collectivités. Quand on vient ici, on assiste à une façon très étrange de faire les choses.

● (1625)

Mme Brenda O'Neill: Premièrement, tous les modes de scrutin proportionnel ne favorisent pas une plus grande égalité entre les sexes dans leur parlement que le nôtre. Ce n'est pas une garantie. Une chose qui est vraie, cependant, c'est que si vous avez un système RPSL, ce que vous n'aurez pas, en principe, sont des circonscriptions uninominales. Vous aurez souvent des circonscriptions plurinominales, ce qui veut dire qu'une fois qu'un candidat est choisi, vous ne pouvez plus... vous ne pouvez pas diviser en deux, la moitié d'un sexe, la moitié de l'autre. Si vous avez quatre députés dans une circonscription, c'est réglé: deux hommes, deux femmes. C'est plus facile à faire et il y a moins de résistance.

Rosie Campbell et Sarah Childs ont souligné qu'on pouvait tout de même le faire. C'est un peu plus difficile parce que nous avons des circonscriptions uninominales. Je pense qu'il y a une certaine résistance à imposer des règles aux associations locales. Je pense que nous devons nous en préoccuper.

La présidente: Ruby, vous avez la dernière question.

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Tout d'abord, je tiens à vous remercier de votre témoignage. J'ai appris des statistiques intéressantes.

Je suis d'accord avec vous, madame, que même si seulement 1 % de la population féminine s'intéressait à la politique, cela représenterait quand même beaucoup de femmes. J'ai parlé à tellement de gens qui adorent la politique et qui veulent se présenter et qui me demandent comment participer et comment présenter une candidature. Je pense que nous, les politiciens, constituons d'excellentes ressources pour les nouveaux candidats. Nous pouvons leur fournir les conseils dont ils ont besoin en cours de route. Beaucoup d'entre eux ont des questions. À quoi ressemble l'équilibre travail-vie personnelle? Avez-vous des préoccupations au sujet de votre sécurité? Vous êtes-vous fait attaquer? Beaucoup de ces questions leur viennent à l'esprit à cause de ce qui se passe et de ce qu'ils ont entendu. Honnêtement, je dois parfois leur dire la vérité au sujet de ce que j'ai vécu, mais parfois, j'hésite un peu, je ne veux pas être trop honnête, trop candide, parce que je ne veux pas leur faire peur et les empêcher de se présenter. Je veux qu'elles se présentent et je veux les encourager, mais il y a aussi beaucoup de choses que je vois. Nous avons un Cabinet paritaire, mais après avoir eu ce Cabinet paritaire, nous avons vu beaucoup de médias et même l'opposition critiquer souvent les femmes qui ont assumé ces rôles en disant qu'elles n'étaient que des pions. C'est précisément le langage que vient d'utiliser Mme Leitch: « ce n'est pas mérité ».

Qu'en pensez-vous? J'ai l'impression que nous sommes autodestructeurs à notre façon au Parlement, où nous nous critiquons les unes les autres parce que nous ne l'avons pas encore mérité. Nous avons des ministres comme Chrystia Freeland qui le méritent et qui font un travail fantastique à l'échelle internationale.

Mme Brenda O'Neill: Je dirais qu'en fin de compte, la Chambre des communes doit respecter la diversité des opinions. Je pense que c'est un principe important. Même s'il y a des gens qui croient que les femmes qui accèdent à leur poste à cause des quotas sont là sans nécessairement l'avoir mérité, je crois honnêtement que la seule façon de contrer ou de changer les choses de quelque façon que ce soit, c'est d'amener les femmes à occuper ces postes et à montrer qu'elles sont vraiment à la hauteur.

Mme Ruby Sahota: Je pense que c'est la raison pour laquelle nous n'aurons jamais de quotas, à cause de cette négativité.

La présidente: C'est la fin pour notre premier groupe de témoins.

Merci beaucoup à Brenda O'Neill et à William McBeath d'être venus nous rencontrer.

Nous allons suspendre la séance quelques instants, puis Pam prendra le fauteuil sous peu.

● (1630)

(Pause)

● (1635)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): La séance reprend.

Bienvenue à la 111e séance du Comité permanent de la condition féminine.

Nous poursuivons notre étude sur les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique.

Je suis heureux d'accueillir à titre personnel Mme Daniela Chivu. Du Young Women's Leadership Network, nous accueillons Mme Arezoo Najibzadeh, directrice générale. De la ville d'Iqaluit, nous accueillons la mairesse Madeleine Redfern.

Merci à toutes d'être ici.

Je vous cède la parole, madame Redfern, pour votre déclaration liminaire. Vous avez sept minutes.

Mme Madeleine Redfern (mairesse, Ville d'Iqaluit): Merci beaucoup. Je vais essayer de m'en tenir à sept minutes. Comme vous le savez tous, les politiciens ont de la difficulté avec cela.

J'aimerais vous souhaiter un bon après-midi et vous remercier de me donner l'occasion de vous faire part de mon expérience et de mes observations concernant les femmes en politique, en particulier les femmes inuites du Nunavut.

Mes débuts en politique ont été marqués par le bénévolat, lorsque j'habitais ici à Ottawa et que je faisais du bénévolat au centre communautaire inuit, à Tungasuvvingat Inuit et à Kagita Mikam, un centre de formation à l'emploi pour les Autochtones. J'ai aidé à mettre sur pied le centre de ressources pour les familles inuites, le centre de santé Wabano et le programme d'aide préscolaire aux Inuits.

Je peux vous dire que lorsqu'on travaille avec une ONG, surtout une ONG autochtone, c'est politique.

Lorsque je suis retournée dans ma collectivité, juste avant la création du Nunavut, je l'ai fait parce que je voulais profiter de cette occasion fascinante de créer un nouveau territoire et un nouveau gouvernement territorial. Je voulais que ma fille, en particulier, en fasse partie. Dans le Nord, les collectivités sont petites. Tout est politique.

Au début, il y avait énormément de travail à faire pour mettre sur pied notre gouvernement territorial et mettre en oeuvre notre accord sur les revendications territoriales.

L'une des choses intéressantes que je tiens à dire au Comité, c'est que nous avons tenu un référendum, comme vous le savez probablement. Notre région avait l'occasion d'instaurer la parité hommes-femmes. J'ai assisté à ces consultations communautaires. Il y avait des gens des deux côtés du spectre — ceux qui appuyaient et ceux qui n'appuyaient pas. Il est intéressant de noter que, parfois, les femmes n'étaient pas en faveur de la parité hommes-femmes, car elles disaient que nous pouvions être sur un pied d'égalité malgré le fait qu'il y a une sous-représentation importante des femmes en politique.

Le référendum s'est soldé par un vote qui n'était pas en faveur de la parité hommes-femmes. Il n'est pas surprenant que, lors de notre première assemblée législative, il y avait 1 femme sur 18 membres de l'Assemblée législative. C'était en fait une femme qui s'était prononcée contre la parité hommes-femmes, ce qui est assez intéressant.

Lors de la deuxième Assemblée, il y en avait 2 sur 18. Nous venions d'assister à une augmentation de 100 %. À la troisième Assemblée, nous avons commencé par deux, puis nous sommes revenus à une. À la quatrième Assemblée, nous sommes passés à trois. Lors de notre dernière élection, l'automne dernier, nous avons eu un nombre record de femmes: 6 sur 22. Nous sommes passés d'environ 5 % à 27 %. C'est presque le même niveau que la représentation des Inuits dans la plupart des municipalités ou des gouvernements provinciaux ou fédéral.

C'est certainement beaucoup moins que la moitié de ce que nous représentons dans notre population.

Je m'en voudrais de ne pas mentionner qu'au Nunavut, la politique va bien au-delà de nos députés territoriaux. Nous avons nos organisations de revendications territoriales inuites, dont Nunavut Tunngavik Incorporated, qui représente les droits et les intérêts de tous les Inuits du territoire. Nous avons aussi nos trois associations régionales inuites, qui représentent Baffin, Kivalliq et Kitikmeot. Les femmes y sont très peu représentées, si bien qu'elles occupent souvent un poste d'Inuit désigné à leur conseil d'administration. Le poste est occupé d'office — sans droit de vote — tout comme pour nos jeunes. Pourtant, ces organisations ont un budget de fonctionnement de plusieurs millions de dollars et sont responsables de surveiller l'argent de nos propres revendications territoriales — qui se chiffrent en millions de dollars et qui sont investis dans des entreprises ou dans des partenariats —, en plus de négocier les ententes sur les répercussions et les avantages, que ce soit pour un grand projet de développement ou un parc.

Pour ces organisations ou sociétés inuites, la reddition de comptes est souvent difficile, voire problématique. Pour ceux d'entre vous qui sont avocats, je dirais qu'elle est *sui generis*. Ce sont des créatures indépendantes. Ce sont des créatures issues de l'accord sur les revendications territoriales. Au gouvernement, comme vous le savez bien, il existe certaines façons de demander des comptes aux élus. Nous pouvons tous être assujettis à la Loi sur l'AIPRP ou, si l'on est actionnaire, on a des droits d'actionnaires.

● (1640)

Dans ma région, il s'agit de sociétés quasi publiques, mais nous ne jouissons pas des mêmes droits à la transparence ou à la reddition de comptes. C'est l'une des questions dont notre ancienne ministre du Nunavut, Leona Aglukkaq, a parlé à l'Assemblée législative en 2008.

En 2010, Pauktuutit, de concert avec le Qulliit Status of Women au Nunavut, a organisé un sommet sur le leadership des femmes. Je veux reprendre les paroles de Sheila Watt-Cloutier, qui, je pense, sont assez éloquentes.

> Le leadership est pour nous tous et pas seulement pour les postes d'élus. Il vient de la base, qu'on soit une mère, une grand-mère, un gestionnaire, un administrateur, un enseignant, un aîné ou un jeune. Nous sommes tous des chefs de file à part entière et nous avons tous un rôle à jouer pour aider à donner l'exemple dans de nombreuses affaires.

Le problème, c'est que ce sont de belles paroles et qu'elles contiennent une grande part de vérité, mais lorsque la majorité de nos organismes communautaires ne sont pas représentés par des Inuits et que les femmes inuites sont sous-représentées, cela signifie que ces décisions ne reflètent pas les points de vue, les perspectives ou les priorités de toute notre collectivité.

Notre entente sur les revendications territoriales en est un parfait exemple. Si vous y jetez un coup d'oeil, vous verrez qu'il n'y a pratiquement rien là-dedans qui parle d'éducation, de santé, de langue, de culture ou de garde d'enfants. C'est un accord très axé sur les hommes. Pourquoi? Parce qu'il a été négocié par des hommes et des hommes.

J'aimerais aussi vous faire part de quelques observations personnelles en ma qualité d'élue.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Vos sept minutes sont écoulées.

Mme Madeleine Redfern: D'accord. Ensuite, on pourra en parler un peu plus.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): D'accord, merci.

Madame Najibzadeh.

Mme Arezoo Najibzadeh (directrice générale, Young Women's Leadership Network): Bonjour à tous.

Je vous remercie de m'avoir invitée à vous parler du travail du Young Women's Leadership Network sur la violence fondée sur le sexe que connaissent les femmes en politique.

Le Young Women's Leadership Network est un organisme sans but lucratif qui travaille avec les jeunes femmes pour s'assurer qu'elles ont l'accès et les compétences dont elles ont besoin pour concurrencer leurs pairs, plus particulièrement les jeunes hommes, dans les espaces politiques, que ce soit au niveau de la base ou au niveau institutionnel. Nous travaillons également avec des institutions comme les partis politiques pour éliminer les obstacles internes à l'entrée des jeunes femmes dans ces espaces.

Il est indéniable que la participation accrue des femmes à la vie politique en tant qu'élues mène à de meilleurs résultats sociaux, économiques et politiques pour tous. Que l'on pense à l'attention accrue accordée aux enjeux qui ont une incidence sur la vie des femmes ou au milieu de travail souvent plus axé sur la collaboration, l'augmentation de la représentation des femmes en politique est un facteur crucial pour renforcer la démocratie au Canada. Étant donné que les femmes ne représentent actuellement que 27 % des élus fédéraux, nous avons beaucoup de chemin à parcourir pour nous assurer que non seulement les femmes ont des chances égales au sein de nos institutions démocratiques et politiques, mais également que nos institutions sont réceptives à la vaste gamme d'expériences des femmes et répondent à leurs besoins.

De plus, il est important de reconnaître que l'analyse purement numérique de la participation politique des femmes ne peut constituer l'unique facteur dans l'évaluation de l'engagement politique des femmes. Nous devons élargir notre définition des femmes en politique au-delà de leur représentation élue afin d'inclure les bénévoles, les stagiaires, les membres du personnel ainsi que les lobbyistes et les syndicalistes, qui participent souvent à l'action politique et qui partagent ces espaces avec nous.

Les femmes, en particulier les jeunes femmes marginalisées, sont nombreuses à investir les espaces politiques. Cependant, cela ne se répercute pas dans le nombre de candidates, d'élues ou de femmes occupant des postes de haute direction dans nos institutions. Nous devons prêter davantage attention aux diverses formes de violence et de discrimination fondées sur le sexe — en particulier la violence fondée sur le sexe — qui entravent la participation politique des femmes à tous les niveaux. Au-delà de la diversité des femmes qui entrent en politique, nous devons nous assurer qu'elles ont accès à des milieux de travail sains et sécuritaires qui favorisent leur autonomisation et leur leadership.

La violence fondée sur le sexe est le résultat de la misogynie et de la culture du viol normalisées au sein des institutions politiques et de la société en général. Elle est maintenue par des systèmes d'oppression qui se recoupent, comme le sexisme, le capacitisme, l'âgisme, le colonialisme, l'homophobie et le racisme, qui visent tous à objectiver et à affaiblir les femmes et les personnes trans au sein de nos institutions, tout en favorisant ceux qui détiennent un pouvoir systémique.

Ces systèmes d'oppression permettent l'abus de pouvoir au sein d'institutions comme le Parlement du Canada. Les recoupements entre le sexe, l'âge, les capacités, la race, le statut économique et l'ancienneté créent tous une dynamique de pouvoir déséquilibrée qui a une incidence sur l'accès des personnes aux réseaux de soutien et à la justice une fois qu'elles sont victimes de violence sexuelle. Ces déséquilibres de pouvoir permettent aux agresseurs d'utiliser leur rang au sein de nos systèmes pour commettre des actes de violence sexuelle et réduire au silence les survivantes.

Nos recherches portent sur 66 survivantes de violence sexuelle qui ont participé à des activités politiques, en particulier en Ontario, à différents niveaux au cours des dernières années, et elles montrent de nombreux exemples de la façon dont leurs expériences nuancées de la violence sexuelle ont été façonnées par d'autres formes de violence, comme le racisme contre les Noirs, l'islamophobie, l'homophobie et la discrimination sociale, comme je l'ai déjà mentionné. La déshumanisation et l'objectification des femmes racialisées et des personnes trans contribuent à leur hypersexualisation et à la violence qu'elles subissent, et cela réaffirme la pertinence de nos appels en faveur de mécanismes de soutien intersectionnels et culturellement adaptés sur le plan institutionnel.

Il y a aussi de nombreux obstacles à la participation politique de ces... Je vais vous donner quelques exemples de la façon dont ces structures de pouvoir se manifestent en tant qu'obstacles pour les femmes victimes de violence sexuelle. Pour les femmes en politique qui ont des handicaps visibles ou non visibles, cela comprend les bureaux de campagne et les sites d'événements, qui compliquent leur accès aux conversations et aux discours politiques et éventuellement, leur engagement. Par exemple, certains modes de participation ne tiennent pas compte de l'état de santé mentale et du soutien nécessaire, et cela s'avère être un obstacle pour les personnes qui vivent des choses comme la dépression et le TSPT, mais qui souhaitent quand même contribuer à nos institutions politiques.

En cas de violence sexuelle, les femmes handicapées font également face à des obstacles plus importants pour signaler les faits et demander des services de soutien, même si elles sont victimes de violence sexuelle dans une plus forte proportion que les autres femmes. Soixante-trois pour cent de nos participantes à la recherche étaient des étudiantes lorsqu'elles ont été victimes de violence sexuelle dans des institutions politiques. Quatre-vingts pour cent d'entre elles sont parties ou ont réduit leur engagement en politique.

● (1645)

Ce chiffre est important parce qu'il montre qu'il ne suffit pas de dire aux jeunes femmes de tenir le coup et de se lancer en politique, car lorsqu'elles le font, elles continuent à faire face à des formes extrêmes de violence, dont le viol et des agressions, qui les obligent à choisir entre leur carrière et leur intégrité physique.

L'isolement social et professionnel auquel font face ces jeunes femmes est souvent cité comme un facteur qui les dissuade également de poursuivre d'autres carrières en politique. C'est là qu'elles se désintéressent complètement des processus démocratiques.

En politique partisane, les survivantes sont priées de garder le silence afin de protéger les perspectives électorales du parti. Celles qui se manifestent sont souvent dénigrées et isolées au sein de leur parti. Il est essentiel de reconnaître que le capital social est un moteur de réussite en politique. Cet isolement explique en grande partie pourquoi les femmes ne demandent pas justice et ne se manifestent pas.

Au Young Women's Leadership Network, nous croyons en l'importance de politiques et de mécanismes équitables et accessibles pour dénoncer la violence sexuelle et le harcèlement. Nous insistons également sur l'avènement de changements culturels durables et l'adoption de mesures préventives. Selon nos recherches, seulement 44 % des survivantes ont fait part de leur expérience au personnel de la campagne ou du parti. Elles ont cité le manque de politiques et de mécanismes clairs en matière de ressources humaines, la crainte de l'opinion publique et de la culpabilisation des victimes, et une culture générale d'indifférence à l'égard de la violence sexuelle, comme les raisons pour lesquelles elles ne s'étaient pas manifestées. Dans toutes ces divulgations de cas de violence sexuelle, il y a toujours eu un manque de responsabilisation et de conséquences pour les agresseurs.

Le Young Women's Leadership Network a formulé les recommandations suivantes comme domaines prioritaires pour adopter des mécanismes adéquats de soutien aux victimes de violence sexuelle et favoriser les changements de culture au sein des institutions politiques.

À titre préventif, nous recommandons que les institutions politiques élaborent ou adoptent des politiques claires de lutte contre la violence sexuelle et l'oppression. Elles devraient rendre obligatoire la prévention de la violence sexuelle et contribuer à la sensibilisation de leurs membres sur une base récurrente, par exemple chaque année au sein des assemblées législatives et des équipes de direction des partis politiques, ainsi qu'au niveau local, avec le concours de bénévoles et de représentants des associations de circonscription.

Au niveau de l'intervention, nous proposons que les campagnes et les institutions proposent des mécanismes de soutien expressément conçus pour les survivantes en fonction des traumatismes subis, afin de subvenir à leurs besoins les plus pressants et leur offrir des congés payés.

● (1650)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Votre temps est écoulé. Il vous reste encore beaucoup?

Mme Arezoo Najibzadeh: Juste un dernier point.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): D'accord.

Mme Arezoo Najibzadeh: Pour ce qui est des mesures de soutien urgentes, nous croyons que la création d'une fonction d'éducation et de lutte contre la violence sexuelle au sein de l'équipe administrative de l'institution pour centraliser les politiques, les mécanismes de signalement et le soutien aux survivantes, fera une très grande différence dans la mesure où cela encouragera les gens à se manifester et à trouver des moyens de rester dans nos institutions politiques.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup.

Madame Chivu, vous avez sept minutes.

Mme Daniela Chivu (à titre personnel): Bonjour à tous.

Merci beaucoup de me donner l'occasion de vous faire part de certaines de mes observations et de mon point de vue sur la participation des femmes en politique.

En tant que femme qui participe activement à la vie politique depuis 15 ans, je crois qu'une étude de ce sujet se faisait attendre depuis longtemps. J'ai participé à la vie politique comme bénévole à divers titres municipaux, provinciaux et fédéraux. Ces expériences m'ont permis de comprendre très clairement les défis que de nombreuses femmes courageuses et compétentes ont dû relever par le passé, ceux-là mêmes que nous devons encore relever aujourd'hui quand nous participons au processus politique.

Je les qualifie de courageuses, car, comme nous le savons, il faut du courage pour se présenter aux élections et relever les défis qui vont avec. J'ai eu des entretiens avec des femmes de tous les horizons politiques avant de décider de me présenter à la dernière élection pour le Parti conservateur du Canada.

Après l'élection, nous avons parlé de nouveau et c'est là que je me suis aperçue que je ne voulais pas être une simple statistique féminine en politique. Au contraire, je veux que mes mérites, mon travail acharné, mes connaissances et mon expérience soient appréciés et reconnus afin que je veuille continuer à m'impliquer.

Je dois rendre à César ce qui appartient à César. Mon processus de nomination a été juste et transparent. J'ai reçu l'appui du parti, mais pas assez pour remporter les élections. Il faut dire que le climat politique nous était défavorable à l'époque. Néanmoins, j'ai reçu le plus d'appui possible de la part de Jason Kenney, qui était alors ministre de la Défense nationale, et du sénateur québécois Jean-Guy Dagenais.

En fait, le véritable problème pour faire participer les femmes à la vie politique réside dans l'organisation des partis. Les chefs des partis sont considérés comme des dieux, entourés de juges qui, la plupart du temps, se hissent au rang de demi-dieux. Ce trait de caractère s'applique à tout l'entourage du chef d'un parti politique, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. Malheureusement, certains sont de très mauvais juges de caractère et manquent d'expérience, et ce sont justement eux qui décident si une femme est apte ou non à se porter candidate.

Outre le problème d'organisation des partis, il y a d'autres raisons pour lesquelles les femmes hésitent à participer au processus politique. Premièrement, une femme qui a une voix forte et une opinion indépendante est perçue comme une menace plutôt que comme un atout, ce qui n'est pas le cas pour un homme possédant les mêmes qualités. Il est perçu comme un homme audacieux, un homme qui a des principes.

Deuxièmement, une femme qui a le courage de faire de la politique est considérée dangereuse, parce qu'on se dit qu'elle ne sera pas capable de réussir.

Troisièmement, il y a une discrimination subtile par l'étiquetage, tant par l'organisation du parti que par les médias. Par exemple, l'idée même d'avoir un candidat vedette crée une concurrence négative entre les candidats. Cette approche dévalorise les candidates qualifiées et leurs mérites. Elles en sont les premières victimes.

Seul un tout petit nombre de femmes remportent des circonscriptions qu'il reste à gagner, car les plus importantes sont adjugées aux hommes. Une femme doit lutter pour contrôler ses finances et rester à flot pendant une année électorale, car les partis ne font aucun effort pour les aider financièrement à faire une campagne réussie. Les femmes se sentent abandonnées.

Une fois qu'une femme se porte candidate, les médias le racontent à leur façon, ce qui peut mettre les femmes en danger. L'opinion des médias ne passe pas inaperçue pour la population. Ainsi, une candidate subira des conséquences comme l'humiliation, le harcèlement, des insultes, voire des menaces de mort. Je les ai toutes vécues.

À mon avis, les partis politiques doivent créer des conditions pour encourager et donner aux femmes des chances égales de se présenter aux élections. Néanmoins, nous les femmes, nous devrions comprendre de notre côté que si nous voulons avoir une voix égale à celle des hommes, nous devons nous efforcer de renoncer à la partisanerie et travailler ensemble. C'est à nous de choisir si nous voulons être divisées par partisanerie et par idéologie, ou atteindre un consensus pour faire en sorte que les femmes soient élues au Parlement du Canada. Au lieu de faire de la politique un terrain de jeu pour la chasse au trésor, nous pourrions travailler ensemble.

En même temps, il faut bien étudier la situation dans la Chambre des communes et voir combien de députés qui ont dépassé l'âge de la retraite y siègent encore. L'âge de la retraite est également un facteur important dont il faut tenir compte. Si les partis veulent vraiment que les femmes s'impliquent en politique, ils doivent leur donner l'espace, les outils et les moyens de le faire.

● (1655)

À moins de former une coalition non partisane qui accorde une plus grande priorité à l'élection de femmes au Parlement du Canada, nous ne réussirons jamais. Malheureusement, les femmes demeureront une statistique inapte à travailler pour avoir porté une couleur de parti ou une autre et pour avoir été tout aussi oubliées par leur propre parti à la fin. C'est très triste, mais c'est ainsi.

En conclusion, après avoir vécu et vu la douleur, la lutte et la déception de mes collègues de tous les partis qui ont perdu leurs élections, y compris moi-même, je dirais que nos logos ont beau être différents, nous avons toutes à cœur les intérêts des Canadiens. C'est pourquoi j'ai accepté de témoigner ici aujourd'hui.

Personnellement, je ne sais pas comment mon histoire va se terminer. Ce que je sais, c'est qu'un jour, je veux que le Canada ait une première ministre qui durera plus de trois mois au Parlement et où les voix des femmes seront aussi fortes que celles des hommes. Je suis donc prête à travailler avec vous tous pour qu'il en soit ainsi. Cela ne peut se faire que par un compromis équilibré. Personnellement, je demeure résolue à contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles qui aspirent à devenir députées, car il y va de notre responsabilité de veiller à ce qu'à l'avenir, toutes celles qui veulent faire une différence à la Chambre des communes puissent servir notre pays.

Le temps est trop précieux pour être perdu. Quant à accepter d'être une statistique, les femmes et les filles méritent plus qu'une statistique collective. La plupart des femmes que je connais et qui font de la politique sont des personnes instruites, compétentes et chevronnées, qui ont des valeurs intrinsèques et souhaitent faire carrière en politique pour pouvoir améliorer la vie des Canadiens.

Merci beaucoup de votre attention.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci beaucoup, et merci d'avoir respecté les sept minutes.

Notre première série de questions s'adresse à Mme Sahota.

Mme Ruby Sahota: Merci à vous tous. Vous avez tous des points de vue différents.

Dans le cadre de cette étude, nous essayons de trouver des moyens de faire participer davantage de femmes à la vie politique. J'apprécie votre rêve. C'est aussi mon rêve à moi de voir un jour une première ministre, et j'espère que ce sera de mon vivant.

Nous avons des problèmes inhérents en ce moment. Les femmes sont jugées différemment de leurs homologues masculins lorsqu'elles participent aux élections. Nous pouvons même le constater avec l'élection du président des États-Unis, qui s'est produite en dépit de nombreuses allégations et des vidéos où on passait aux aveux. C'est ce que nous constatons un peu partout.

C'est ce qui a donné lieu au mouvement #MoiAussi, et voilà qu'on en parle beaucoup à propos du candidat à la Cour suprême. Je pense que c'est un moment très intéressant à vivre; il s'agira de voir si la société va tolérer ce genre de choses et les accepter, ou si nous allons mettre le holà. Je salue tout le travail que vous faites dans ce domaine.

Selon vous, que pouvons-nous faire au niveau fédéral, comme les parlementaires que nous sommes, ou au sein de ce comité, pour aider à mettre fin à certains des problèmes que vous constatez? Quelle devrait être, à votre avis, la responsabilité fédérale? C'est une question qui s'adresse à vous tous, car vous avez tous des points de vue différents à présenter.

● (1700)

Mme Arezoo Najibzadeh: Comme je l'ai dit dans mon dernier point, je pense que ce que nous pourrions faire ici, à Ottawa, même pour les employés de la Chambre des communes et les gens qui interagissent avec cette institution, c'est de créer un mécanisme de soutien externe, afin que tous les rapports, systèmes de soutien et politiques soient centralisés.

J'estime vraiment important que les gens aient accès à des soutiens non partisans expressément destinés aux survivantes qui ont vécu ce genre de choses. Beaucoup de femmes entrent en politique, mais elles finissent par s'en aller à cause de la violence sexuelle. Si nous avons des mesures holistiques qui portent non seulement sur les aspects juridiques et judiciaires du travail et des mécanismes internes qui, tout en faisant partie du système, fournissent aussi un soutien en santé mentale par d'autres formes de participation à un système apolitique, les femmes demeureront certainement en politique.

Mme Ruby Sahota: Nous avons récemment revu notre code de conduite entre députés et entre les députés et le personnel. Je pense que le personnel est encore plus vulnérable au Parlement, peut-être simplement à cause du manque de pouvoir qu'il a ici. On a accordé beaucoup d'attention à cette question, mais on hésite encore à signaler ces incidents...

Mme Arezoo Najibzadeh: C'est une question de culture.

Mme Ruby Sahota: Oui.

Mme Arezoo Najibzadeh: Personne ne s'approchera de la politique avant d'avoir l'impression d'être appuyé par sa communauté, ses patrons, son personnel ou ses collègues. Tant que notre culture ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs de la politique, nous ne verrons aucun changement. C'est justement ce qui définit le travail que nous faisons en sensibilisant les mouvements et les organisations communautaires et en nous assurant qu'ils disposent des moyens de régler ces problèmes.

Mme Ruby Sahota: Je pense qu'il y aurait un rôle à jouer à tous les niveaux, car ces incidents se produisent très fréquemment. Il y a une candidate à la mairie de ma ville, Brampton, qui a été retirée d'un parti provincial en Ontario, mais la pression n'est pas la même à l'échelle municipale. Les partis peuvent intervenir eux aussi, mais à certains niveaux, il n'y a pas nécessairement un parti. Que faut-il faire dans ces cas-là?

Mme Daniela Chivu: Si vous me permettez d'intervenir, il faut établir une coalition non partisane pour les femmes et énoncer des lignes directrices que tous les partis doivent respecter. On n'a pas besoin d'une ligne directrice au niveau municipal et d'une autre au niveau provincial pour établir des lignes directrices lorsqu'on parle des droits des femmes, par exemple. Nous convenons tous que le viol est répréhensible. Nous convenons tous que plus de femmes doivent être élues au Parlement du Canada. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a un problème à l'heure actuelle et que nous ne savons pas comment le régler. Les problèmes sont en fait si nombreux, qu'on a tendance à institutionnaliser les enjeux plutôt que les solutions.

Ce qu'il faut faire, c'est mettre de côté notre partisanerie et nos lignes directrices idéologiques et faire des femmes une priorité. Si nous sommes incapables de le faire, nous ne réussirons pas. Cela ne se produira pas.

J'ai des amies de tous les partis politiques, y compris des séparatistes au Québec, mais au bout du compte, nous sommes toutes des femmes. Nous avons toutes le même objectif. Nous voulons changer les choses. Comment pouvons-nous faire cette différence si, lorsque nous nous associons à un parti politique, nous nous retrouvons dans une course folle rien que pour gagner? La récompense, oui, c'est de gagner, mais dans quel but? Qu'apportons-nous à la table? Comment devons-nous nous y prendre pour apporter ce que nous voulons apporter?

Mme Ruby Sahota: J'aime beaucoup votre idée d'une coalition non partisane. C'est vraiment intéressant, car je pense que la raison pour laquelle les femmes sont si frustrées à l'idée de signaler des incidents, c'est qu'elles finissent tout de même par devoir assister à la réussite de la personne qui leur a fait du tort. Alors, à quoi bon, n'est-ce pas?

Mme Daniela Chivu: Absolument.

Mme Ruby Sahota: Vous avez fait allusion à la cyberintimidation. Nous en avons toutes fait l'expérience. J'ai eu des échanges avec mes collègues masculins, et c'est sûr que pendant les périodes difficiles, ils peuvent eux aussi faire l'objet de commentaires désagréables, mais nous avons comparé les types de commentaires que nous recevons. Habituellement, les attaques contre eux portent sur la politique et ne sont pas aussi personnelles. Les femmes ont tendance à subir des attaques très personnelles, agressives et même, parfois, des menaces, comme vous l'avez dit.

● (1705)

Mme Daniela Chivu: « Si vous étiez Stephen Harper, je vous aurais tuée en ce moment même. »

Mme Ruby Sahota: Que pourrions-nous faire à ce sujet? Comment pouvons-nous surveiller les réseaux sociaux de manière à encourager les femmes à se porter candidates?

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Il vous reste 30 secondes.

Mme Daniela Chivu: Ce n'était pas dans les réseaux sociaux. C'était face à face. J'ai été confrontée en personne pendant que je faisais du porte-à-porte. Cette personne aurait pu me tuer. C'est aussi simple que cela. Nous les femmes, nous payons pour la rhétorique qui se construit, le langage qui se construit pendant une campagne électorale; les hommes ne sont pas traités de la même façon.

Mme Ruby Sahota: Merci.

Mme Madeleine Redfern: Je dirais simplement que, dans ce paysage politique, nous reconnaissons la nécessité d'une réconciliation, à l'instar des peuples autochtones. La réalité, c'est qu'il faut faire quelque chose au sujet de la participation des femmes à la vie politique.

Les médias ont un rôle énorme à jouer. Les réseaux sociaux ont un rôle énorme à jouer. Je pense qu'il faut beaucoup de sensibilisation et qu'il faut mieux modérer la façon dont les femmes sont représentées en politique. Dans la plupart des cas, c'est encore un lieu fondamentalement masculin et qui privilégie les Blancs, ce qui influe énormément sur la façon dont le public perçoit les femmes en politique ou dans les postes de direction.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci.

Madame Leitch, vous avez sept minutes.

L'hon. K. Kellie Leitch: Merci beaucoup.

J'ai quelques questions pour chacun d'entre vous. Vous pourriez peut-être poursuivre vos commentaires, madame Redfern. De toute évidence, vous êtes une personne très influente et très respectée en tant que mairesse du Nord du Canada. J'ai grandi dans le Nord et je tiens à vous féliciter pour la femme que vous êtes et pour avoir réussi à vous positionner comme vous l'avez fait.

J'aimerais vous demander ce qui selon vous vous a permis de réussir dans votre carrière politique. Croyez-vous que votre sexe ou vos antécédents autochtones, puisque vous en parlez, y sont pour quelque chose? Quels ont été les obstacles? Y a-t-il un aspect qui a compté davantage, ou sont-ce simplement des aspects différents?

Mme Madeleine Redfern: Il y a une intersection intéressante entre le racisme et le sexisme quand on est une femme d'origine minoritaire. Je dois dire que ma confiance vient probablement du fait que j'ai fréquenté 11 écoles en 13 ans. C'était assez difficile, grandir comme minorité à Yellowknife, Saskatoon ou Vancouver. On finit par avoir la peau dure, ce qui est malheureux. Personne, et encore moins un enfant, ne mérite d'être traité de la sorte.

C'est aussi une question d'éducation. Quand on sait qu'on a des convictions et des principes, on dit ce qui doit être dit, malgré les menaces de mort — oui, tout à fait — ou les mauvais traitements et abus auxquels on est soumis. On connaît la vérité, et quelqu'un doit la dire.

Cependant, ce n'est pas seulement à nos frais personnels, Nos familles payent le prix elles aussi. Ma famille est victime de mauvais traitements — ça dépasse les bornes — grâce aux médias et aux réseaux sociaux. Je pense que nous devons mieux contrôler cela, parce que c'est intolérable. Je pourrais vous parler des abus dont j'ai été victime simplement au cours de mon présent mandat. Je sais pertinemment qu'il y a des femmes qui se seraient portées candidates, mais qui ne le feront plus, parce qu'elles ont vu ce qu'elles ont vu. Pourquoi se mettre soi-même ou sa famille en pareille situation?

L'hon. K. Kellie Leitch: Oui, il y a probablement plusieurs femmes autour de cette table qui peuvent faire des commentaires à ce sujet. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

Madame Chivu, je pourrais peut-être vous poser quelques questions qui vont dans le même sens, au sujet de la façon dont les femmes sont traitées, par les médias et autrement, et peut-être même par nos propres partis politiques. Vous êtes une femme qui a grandi en Roumanie. Vous êtes venue ici à l'âge adulte. Vous avez l'optique des deux pays.

J'aimerais vous poser deux questions, et les autres pourront également ajouter des commentaires s'ils le souhaitent. Premièrement, qu'est-ce que le Canada fait bien, selon vous? Vous avez le point de vue d'un autre pays qui a son propre système politique. Ma deuxième question porte sur le fait que les médias et les partis politiques permettent l'intimidation des femmes. Quelles sont, selon vous, les responsabilités du gouvernement fédéral? Je reconnais la partie qui porte sur le harcèlement sexuel, mais il y a beaucoup d'intimidation qui doit également être abordée. Comment peut-on changer ces conditions à votre avis?

Vous pouvez commencer, mais d'autres peuvent également faire des commentaires.

● (1710)

Mme Daniela Chivu: J'ai grandi dans un milieu communiste. Je suis arrivée au Canada après la révolution. J'ai connu ce genre de — comment l'appeler? — abomination de la démocratie que la Roumanie a décidé d'avoir. Le Canada est mon pays. C'est le seul foyer que je veux. Le seul foyer que j'aime. Je me battrai farouchement pour cela, et c'est pourquoi je crois que ce que le Canada fait de bien, c'est de prendre soin de ses femmes, de prendre à coeur leurs problèmes et de le faire sérieusement.

Il nous faut cependant des résultats concrets. C'est plus facile à dire qu'à faire. Nous établissons des politiques. Nous discutons de sujets. Mais il faut que tout cela se concrétise. Nous nous y prenons du mauvais pied. Je dois encore voir des résultats. Oui, c'est bien beau d'avoir un gouvernement à parts égales, mais encore?

J'aimerais ouvrir une parenthèse, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Lorsque notre gouvernement a annoncé que nous avions un gouvernement à parts égales, j'ai adoré. J'ai trouvé ça merveilleux. Mais quand on a demandé au premier ministre, pourquoi il a répondu que c'était parce qu'on était en 2015. J'aurais dit quant à moi que c'était parce que ces femmes sont compétentes; parce qu'elles sont des personnes aptes; parce qu'elles défendront le Canada avec intégrité; parce que ce sont des femmes fortes, indépendantes et puissantes qui peuvent faire une différence. Voilà ce que j'aurais dit au sujet des femmes nouvellement élues.

Nous devons encore apporter beaucoup d'améliorations dans ce sens. Nous venons à peine d'effleurer la surface. Ce n'est pas fait, et ce n'est pas fait comme il faut. Je suis désolée.

L'hon. K. Kellie Leitch: Si vous me permettez, je vous demanderais à toutes les trois si vous avez des idées sur les initiatives que nous devrions prendre comme politiciens fédéraux pour régler ce problème.

Je sais que Condition féminine Canada, lorsque j'étais là-bas et actuellement aussi, va de l'avant avec des initiatives. Je pense qu'on peut féliciter les deux gouvernements pour cela. Quelles sont les choses précises que vous recommanderiez?

Mme Madeleine Redfern: Je recommanderais, dans le cadre de la Commission de la sécurité au travail... Je peux vous dire que ce projet de loi fédéral ne traite pas adéquatement du harcèlement, de l'intimidation et du harcèlement sexuel.

Fait intéressant, au Nunavut, nous avons adopté une loi sur la santé et la sécurité au travail qui étend l'obligation de notre employeur non seulement à notre personnel, mais aussi à nos bénévoles. Elle protège les bénévoles en s'assurant que toute forme de harcèlement ou d'intimidation est prise en compte.

Enfin, Israël a des politiques très intéressantes en matière de harcèlement sexuel. Chaque fois qu'il y a une relation de pouvoir en milieu de travail, on présume que pour la personne au pouvoir — même si c'est consensuel ou si c'est la personne qui n'est pas en position de pouvoir qui a commencé — cette relation est inappropriée et n'aurait jamais dû être permise. Je recommande au Comité d'examiner cette loi et les politiques suivies en Israël.

L'hon. K. Kellie Leitch: J'ai une dernière question. Elle s'adresse à vous de nouveau.

Il est difficile de faire participer les femmes à la vie politique. Le groupe de témoins précédent a parlé de voyages. Comme je viens d'une localité du Nord, je sais combien de temps il vous a probablement fallu pour venir ici. Ce sont des obstacles matériels évidents que nous avons là. Par exemple, ma soeur ne songerait jamais à se porter candidate, et pourtant, elle aurait juste à prendre l'avion de Calgary. Avez-vous des idées sur la manière de gérer la question des voyages?

Mme Madeleine Redfern: Le plus gros problème que j'ai en ce qui concerne les voyages, c'est que lorsque nos dirigeants inuits voyagent avec leur personnel féminin, ils y voient un avantage, un à-côté qui leur permet de harceler sexuellement, d'agresser sexuellement ou d'avoir des relations avec ces femmes sur la route. Je sais que cela ne répond pas à votre question, mais le plus gros problème, c'est que beaucoup de nos dirigeants ou gestionnaires croient que ces règles n'existent pas à l'extérieur du milieu de travail.

● (1715)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Madame Benson.

Mme Sheri Benson: Je vais essayer de faire deux choses dans mon temps de parole. La première consiste à présenter une motion et quelques questions internes. J'ai cinq minutes, que je suis probablement en train d'épuiser déjà.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Vous en avez sept.

Mme Sheri Benson: Merci.

Ce que vous avez apporté ici est formidable. Les deux heures ont été extraordinaires. J'ai beaucoup appris.

J'aimerais vous demander à toutes les trois de nous laisser un point, une note ou une réflexion que vous voulez vraiment que nous soulignions dans le rapport. Je sais que c'est difficile à faire, mais de mon point de vue, il serait utile pour nous que vous nous laissiez une petite pensée de départ, comme « N'oubliez pas de faire ceci » ou « Voici ce qui est important ».

Nous pouvons commencer par Madeleine et poursuivre, si vous êtes d'accord.

Merci.

Mme Madeleine Redfern: Je pense que nous devons commencer à parler des femmes en politique à l'école, lors des cours d'éducation civique. Je n'arrive pas à croire combien de jeunes hommes ne savent même pas ce qu'est le harcèlement sexuel ou l'agression sexuelle. Ils pensent littéralement qu'il n'y a que le viol qui soit considéré comme tel. Ils ne croient pas que le fait d'avoir des relations sexuelles avec une personne inconsciente constitue un viol. Nous constatons que les séances d'orientation des employés en milieu de travail sont en train d'incorporer tout le concept des droits, des déséquilibres entre les sexes, des déséquilibres de pouvoir, ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas.

Merci.

Mme Arezoo Najibzadeh: Je suis d'accord avec Daniela. Je pense que nous avons besoin de systèmes de soutien externes et non partisans pour les femmes qui envisagent de se présenter aux élections ou qui participent autrement à nos processus démocratiques à divers niveaux. Il peut s'agir de l'élaboration de politiques et de mesures de soutien réelles en matière de santé mentale et de bien-être. Beaucoup de femmes en politique, en plus d'être victimes de harcèlement sexuel et de cyberviolence, vivent d'autres expériences qui entraînent des troubles de santé mentale, dont la dépression. Mettre l'accent sur le bien-être holistique et les systèmes de soutien pour les femmes en politique dans une optique non partisane, consciente des traumatismes vécus et axée sur les survivantes sera excellent pour beaucoup de femmes.

Mme Daniela Chivu: Je suis d'accord avec mes deux collègues. J'aimerais que vous envisagiez sérieusement l'idée d'une coalition non partisane qui encouragerait les femmes à s'engager en politique, qui offrirait du mentorat et des lignes directrices aux femmes pour les préparer à relever leurs défis politiques et qui répondrait d'une certaine façon à la question de Mme Leitch concernant l'intimidation dans les médias.

Tous les partis politiques ont la responsabilité de donner le ton lorsque quelque chose est publié — une déclaration, un article ou une revue, peu importe de quoi il s'agit. L'utilisation du langage et la description de l'adversaire importent, parce que ce sont d'autres personnes qui paient la facture. L'éducation de la population est donc un moyen de contrôler l'intimidation.

Merci beaucoup.

Mme Sheri Benson: Merci.

Je ne sais pas trop comment procéder.

J'ai une motion dont tout le monde a une copie.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Je pense qu'il faut simplement proposer la motion.

Mme Sheri Benson: Puis-je en parler?

Si elle est adoptée, elle nous permettra de faire des renvois au rapport du Comité spécial sur la réforme électorale et de l'utiliser pour éclairer nos travaux ici. Autrement dit, nous ferions fond sur ce qui a déjà été fait.

Je ne sais pas si les gens sont d'accord ou non ou si vous avez des questions. J'ai une autre modification possible si les gens ne veulent pas le rapport au complet. Il s'agit de prendre ce que nous avons appris dans ce rapport au sujet des obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique et de l'utiliser pour cette étude.

J'en fais la proposition, je suppose.

● (1720)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Merci.

D'après la greffière, nous devons d'abord en débattre.

Ruby.

Mme Ruby Sahota: Ayant été membre des deux comités — celui de la condition féminine il y a quelque temps et celui de la réforme électorale —, je crois que nous devrions adopter une approche holistique et convoquer tous les témoins que nous voulons entendre. C'est ainsi que nous devrions procéder. Dans le cadre de la réforme électorale, l'objectif n'était pas nécessairement d'éliminer les obstacles pour les femmes.

Vous avez peut-être réduit le nombre de cas précis, mais il y en a eu un peu partout, et je pense que ce ne sera pas la meilleure approche. Nous devrions simplement entendre les témoins dans le cadre de cette nouvelle étude.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Puis-je signaler aux membres du Comité que nous parlons du rapport? Voilà le volume de témoignages que nous allons entendre.

Y a-t-il d'autres interventions?

Sheri.

Mme Sheri Benson: J'aimerais faire fond sur d'autres travaux qui ont été effectués par d'autres comités, si cela peut vous éclairer. Mon amendement visait à nous permettre d'examiner ce dont il a été précisément question d'un point de vue différent en ce qui concerne les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique, et non le tout. Cela pourrait se rapporter à notre travail ici. Voilà en quoi consiste l'amendement.

Mme Ruby Sahota: Ce n'est jamais sous cette optique que les témoignages ont été examinés. La perspective était très différente, et les personnes qui témoignaient à ce moment-là avaient des motivations différentes. Il y avait beaucoup de groupes motivés par des considérations politiques. Il y avait des organisations dont le seul motif était d'obtenir un certain type de RP.

Nous entacherions le travail du Comité en présentant ces témoignages, parce qu'il ne s'agissait pas simplement d'étudier les obstacles auxquels se heurtent les femmes en politique. Cela a été fait sous un angle différent et pour un motif différent.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Bryan May.

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Madame la présidente, étant donné que nous avons des témoins ici aujourd'hui et qu'il reste très peu de temps pour les questions, puis-je proposer que nous passions aux voix?

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Vous avez la motion sous les yeux. Nous allons voter là-dessus.

Désolée. Votre motion vise-t-elle à ajourner le débat?

M. Bryan May: Non. Je veux mettre la question aux voix et revenir à ce qui nous occupe d'aujourd'hui.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Vous voulez voter sur la motion elle-même. Y a-t-il d'autres interventions sur cette motion?

Tant qu'il n'y a plus de débat, nous pouvons le faire.

On ne peut pas mettre la question aux voix comme on le fait en politique municipale.

M. Bryan May: J'essaie.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): D'accord. Nous votons sur la motion, qui vise à inclure le témoignage du comité spécial.

(La motion est rejetée. [Voir le *Procès-verbal*])

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Votre temps est écoulé.

Mme Sheri Benson: Merci.

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): Nous passons maintenant à Terry Duguid, pour sept minutes. Ce sera probablement la dernière question.

M. Terry Duguid (Winnipeg-Sud, Lib.): Merci à nos témoins pour leurs excellentes présentations passionnées.

Je vais poursuivre dans la même veine que d'autres témoins. Cet été, j'ai dirigé une consultation sur la participation des hommes et des garçons à la promotion de l'égalité entre les sexes. Nous sommes tous d'accord pour dire que nous devons tous participer à la promotion de l'égalité des sexes: hommes, femmes, garçons, filles, personnes de tous les sexes. J'ai appris de grandes choses en voyageant d'un bout à l'autre du pays. Je suis allé à Yellowknife, mais je n'ai pas poussé jusqu'au Nunavut, alors je m'excuse. Nous finirons bien par y aller.

Nous avons eu d'excellents exemples d'hommes et de garçons qui se sont portés à la défense de l'égalité entre les sexes. Par exemple, les banques ont eu un leadership très important de la part des PDG. Toutes les banques sont dirigées par des hommes qui occupent des postes très puissants, mais grâce à leur leadership, elles ont systématiquement fait progresser les femmes. Beaucoup d'entre elles occupent des postes de vice-présidente et, je n'en doute pas, seront présidentes dans peu de temps, du moins dans certains de ces établissements. En milieu de travail, le mouvement syndical a fait participer des hommes à des campagnes de sensibilisation visant à réduire la toxicité en milieu de travail, qui avaient pour devise « Ne soyez pas un spectateur ». Nous avions des équipes de football, comme les Blue Bombers de Winnipeg et les Lions de la Colombie-Britannique, qui participaient à des programmes scolaires afin d'être des modèles exemplaires pour les jeunes hommes, leur expliquant comment éviter bon nombre des choses dont vous avez tous parlé.

Comme nous l'avons entendu plus tôt, le paysage politique est dominé par les hommes: 27 % des parlementaires sont des femmes et le reste, des hommes. Je pense que les statistiques sont encore pires au niveau municipal. Je suis un ancien conseiller municipal. Je me suis porté candidat à la mairie, mais je n'ai pas réussi. Je crois que c'est 12 % de femmes, un taux inférieur à la moyenne, qui est d'environ 20 %.

J'aimerais avoir votre opinion à tous. Comment les hommes qui occupent des postes de direction, qui occupent des postes de pouvoir, peuvent-ils intervenir et changer la politique canadienne, ainsi que la politique provinciale et municipale?

● (1725)

Mme Daniela Chivu: Je crois que oui, c'était un pas dans la bonne direction pour essayer d'éduquer et de mobiliser les garçons.

Il y a quelque chose qui manque dans le système d'éducation, soit des cours sur les aptitudes à la vie quotidienne, où les enfants devraient devenir très conscients de leurs responsabilités civiques, qui comprennent les droits des femmes. À moins que notre système d'éducation ne mette au point une formule pour intégrer les droits des femmes à l'éducation des garçons, nous ne pourrons pas le faire. Oui, un père, un oncle ou un frère peut dire à un enfant qu'il faut traiter les filles avec le même respect qu'il doit à sa sœur ou à sa mère, mais c'est l'éducation qu'il reçoit à la maison. Notre système d'éducation doit changer; les hommes jouent donc un rôle important en restant à l'écoute et en promouvant les droits et l'égalité des femmes.

Pour beaucoup d'hommes, les problèmes des femmes n'en finissent plus. Les voilà qui pleurent encore, elles veulent toujours quelque chose, ce n'est jamais assez... Or, si vous m'aviez écoutée avant, vous n'auriez plus eu à m'écouter revendiquer mes droits maintenant. Cela ne devrait même pas se produire, que je doive demander que mes droits de femme fassent partie d'un système politique, que les filles soient protégées ou que les garçons sachent comment se comporter. Cela devrait aller de soi. Les hommes doivent agir activement et afficher des résultats concrets sur les questions féminines.

Oui, je crois que vous allez dans la bonne direction avec les consultations que vous avez commencées, mais les Nations unies ont un programme qui s'appelle « HeForShe », et je crois que vous, à titre de député, et vos collègues masculins, devriez commencer à promouvoir ce programme dans votre circonscription. Le programme HeForShe devrait être une priorité partout au Canada, en commençant par le mentorat des petits garçons concernant les droits, le consentement, le respect et la conformité des femmes.

C'est mon avis personnel.

M. Terry Duguid: Merci.

Mme Arezoo Najibzadeh: Je pense que ce que nous devrions garder à l'esprit, c'est que, dans notre culture actuelle, le respect des femmes a été si rare dans notre histoire qu'une fois qu'un homme affirme être féministe ou qu'il respecte l'égalité des sexes, nous le mettons en quelque sorte sur un piédestal. Je pense que c'est ce qui se passe à l'échelle nationale et internationale, même chez HeForShe. Un homme qui dirigeait les sections HeForShe du Conseil international de la jeunesse à l'ONU a été démis de ses fonctions la semaine dernière pour des motifs de violence sexuelle. Nous recevons beaucoup de vœux pieux et nous félicitons beaucoup d'hommes d'avoir pris la parole publiquement et d'avoir utilisé le mot-clic « MoiAussi » pour parler de cette question, mais une fois de plus, c'est l'élément éducation qui fait défaut. Nous ne pouvons donc pas reconnaître qui est vraiment sincère et qui livre la marchandise et qui ne fait que parler du travail qui se fait.

Il est très important d'avoir des programmes d'études qui mettent en valeur l'histoire des femmes et leur contribution à notre société, mais qui comprennent aussi la culture du consentement à différents niveaux. Nous parlions de cyberviolence, mais nous vivons dans une société où les femmes sont considérées comme des biens publics, de sorte que la cyberviolence est une violation de nos espaces numériques. Ce harcèlement est une violation de nos espaces et de notre existence dans ces espaces, et c'est ainsi que se produit l'escalade de l'échelle du consentement jusqu'à atteindre un niveau où il est question de violence sexuelle et de viol.

La sensibilisation au consentement et l'éducation dès le début dans notre système scolaire et l'investissement dans des programmes comme ceux dont vous avez parlé entraîneront un changement de culture qui préviendra la violence fondée sur le sexe et favorisera l'égalité entre les sexes.

● (1730)

La vice-présidente (Mme Pam Damoff): C'est tout le temps que nous avions, et la sonnerie se fait entendre.

Je remercie tous nos témoins de leur présence aujourd'hui.

Notre prochaine réunion aura lieu le lundi 1er octobre, à 15 h 30. La séance est levée.
Nous nous reverrons alors.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes
à l'adresse suivante : http://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the
following address: http://www.ourcommons.ca